

SPECIAL PRESIDENTIELLE

n° 619 — Semaine du 18 au 25 mai 1974 — 2 F 50
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié



Tribune **socialiste**

pour
la victoire
UNITÉ!

**DERNIERE
MINUTE :**

un ministre chilien à Paris !

(p.13)

Directeur politique : Gérard FERAN.
 Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
 Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
 Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.
 Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37
 9, rue Borromée - 75015 PARIS
 Publicité : Régie Information
 Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

7 JOURS DANS T.S.



■ Mardi 15 mai, 17 heures. L'IFOP affiche depuis ce matin un sondage à 50-50. Un coup de fil à la SOFRES, qui publie ses propres chiffres demain, confirme la photographie. Le report des voix chabanistes est plus fort que prévu. La trahison des caciques du gaullisme provoque comme un malaise dans cette fraction de l'électorat populaire que la croix de Lorraine avait su attirer. Jamais nous n'avons été si près d'une victoire. Et ce n'est pas la grotesque pantalonnade de JJSS (le cœur chez Mitterrand... mais le portefeuille chez Giscard) qui viendra beaucoup modifier les choses.

■ Le PSU a mené cette campagne dans la ligne définie par son Conseil national extraordinaire. Conditions difficiles d'une cam-

pagne à la fois unitaire et autonome, dont nous avons à tirer les leçons, en cas de victoire comme en cas de défaite. C'est cette analyse qu'entreprend de faire ce numéro de TS — à cheval entre la veille et le lendemain du jour « J » — notamment par les articles de Gérard Féran (p. 6) et en commençant à publier quelques échos de la campagne telle qu'elle a été vécue par nos militants, ici ou là (p. 7).

■ L'apport spécifique du PSU et du courant autogestionnaire dans la campagne pour l'élection de François Mitterrand aura été, en tout état de cause, important. Le fait que le candidat unique se soit clairement situé à la confluence « des deux grands courants de la gauche, celui du Programme commun et celui du socialisme autogestionnaire » est déjà une victoire politique, et la reconnaissance d'un fait social et politique qui n'avait pas encore d'expression suffisante sur le plan électoral. De même la nature de certaines des interventions de Mitterrand — sur le plan économique notamment — faisant apparaître nettement une autre logique que celle « d'une meilleure répartition des richesses nationales » et posant des problèmes qui sont pour nous essentiels, tels que ceux d'un nouveau type de croissance, d'une nouvelle organisation

sociale. Cela nous paraît important et positif.

■ Il reste que la nature même d'une campagne présidentielle, la coloration « à l'américaine » qu'impose à ce type de campagne la civilisation des mass-media, sont obligatoirement une prime à la droite et un handicap pour la gauche. Il reste que bien des problèmes, bien des dossiers brûlants, importants, ont été passés sous la table, ou mal traités — le rôle du PSU était de s'efforcer de « sortir » quand même ces dossiers, en marge de la campagne du candidat lui-même. Il l'a fait, prenant ainsi date pour l'avenir (p. 8, 9, 10). Il était aussi de son rôle de montrer qu'elle pouvait être l'articulation nécessaire entre un gouvernement de gauche et la mobilisation populaire indispensable au travers des luttes pour le contrôle. Les luttes sur le cadre de vie en sont une bonne illustration (p. 11).

■ Victoire ou défaite ? Vous qui lisez ce numéro de TS, vous avez peut-être déjà la réponse. Quelle que soit cette réponse, nous savons bien que, plus que jamais, le combat continue. Nous vous invitons à nous rejoindre, à dépasser votre bulletin de vote, à prendre toute votre place dans la lutte contre le capitalisme.

B.L. ■

N'OUBLIEZ PAS !

en toute hypothèse...
la lutte pour le socialisme autogestionnaire continue

CCP PSU
PARIS 14020 44



le meeting du PSU à Paris le 8 mai

Une Mutualité bien remplie pour le meeting du PSU, le 8 mai à Paris. Robert Chapuis, Michel Rocard et Charles Piaget représentaient notre Parti. Mais nous avions voulu aussi ouvrir la tribune plus largement au courant autogestionnaire avec André Jeanson (Objectif Socialiste) et Robert de Caumont (GAM), et que soient présentes les luttes des femmes avec Simone Iff (Planning Familial) et celles des minorités nationales avec Robert Lafont. On peut lire dans ce TS (p. 11) un article de Robert de Caumont sur le contrôle populaire, qui reprend les grandes lignes de son intervention à la tribune.

POUR PRENDRE CONTACT

- Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.
- Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.
- Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

redoublez d'efforts :
FAITES DES ABONNEMENTS !

un nom :

une adresse :

et un chèque de 60 F
(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65

le passé et l'avenir

Le choix est bien désormais entre le passé et l'avenir. Et cet avenir, Giscard d'Estaing et la coalition qui le soutient ne sont pas en mesure de l'affronter. Au cours de ces dernières années des questions nouvelles et fondamentales se sont trouvées posées aux sociétés industriellement développées. Qu'on les reprenne une à une et l'on verra qu'elles n'ont été ni posées, ni prises en charge sérieusement par le candidat de la droite.

Il n'y a pas de croissance capable de résoudre le problème de la rareté des ressources, de la pollution, du gaspillage industriel sans maîtrise collective de l'économie. L'absence totale de toute planification annoncée par Giscard d'Estaing, ce n'est pas l'Avenir, mais le Passé.

La transformation sérieuse de l'habitat urbain, du système de transports et de communication appelle une lutte efficace contre la spéculation, le pouvoir réel des collectivités locales, l'inversion des priorités en matière de transports industriels et collectifs. Le « laissez-faire » de Giscard d'Estaing est en ce domaine incapable d'affronter l'Avenir.

Le remodelage sérieux du système de formation, sur la base de la formation permanente ; l'utilisation possible des nouvelles techniques d'information et de communication pour la collectivité ; la transformation des rapports sociaux dans l'entreprise, un changement dans la condition des femmes, des personnes âgées, des travailleurs immigrés... Il n'y a rien de tout cela qui puisse se faire si M. Giscard d'Estaing est élu !

la maîtrise nécessaire

Un pays comme la France ne peut aujourd'hui affronter les difficultés considérables qui nous attendent sur le plan économique, amorcer les transformations sociales essentielles qui lui sont nécessaires que s'il choisit la voie de la maîtrise consciente de son avenir. Ce n'est pas par hasard si la gauche est aujourd'hui portée par la grande majorité de la jeunesse et des forces du travail de ce pays.

Car l'avenir est aujourd'hui à gauche et Giscard d'Estaing, faute de projet de société, ne peut, quoi qu'il en dise, que tenter de créer autour de lui le rassemblement de la peur et la résignation.

Certes, après le 19 mai et en toute hypothèse, parce que nous sommes dans un monde en mutation, il y aura des changements.

Avec Giscard d'Estaing, ce sera le durcissement des relations sociales et l'aggravation des conditions de vie et de travail pour le maintien des profits capitalistes ; ce sera l'obligation pour la bourgeoisie de mettre en place de nouvelles formes de décision et de répression pour garantir ses intérêts et résoudre ses contradictions : ce qui s'est passé depuis un mois est assez clair : la bourgeoisie a fort à faire avec elle-même et, si Giscard est élu, la droite n'aura guère de temps ni d'énergie à consacrer aux « jeunes », aux travailleurs, à tous ceux qui font que ce pays existe. Jobert - Lecanuet, Royer - Giscard, Stasi-Comiti, Vichy-Londres, les deux ne font pas la paire, et cette aimable diversité traduit la formidable bataille qui se livre au sein des forces capitalistes et impérialistes ; l'Europe en est une fois encore le champ privilégié, les travailleurs européens en sont une fois encore les victimes.

la mise au pas

Mais déjà les ralliements à Giscard montrent dans quel sens vont s'effectuer les arbitrages. En faisant allégeance à Giscard, Jobert montre bien qui domine : notre Kissinger au petit pied rentre dans le rang et se met à marcher au pas au milieu des fidèles de l'alliance atlantique, de l'alliance entre les forces capitalistes du monde occidental. A travers le ralliement de Royer, c'est le côté Bas de l'UDR qui l'emporte sur le côté Neuwirth. Avec l'adhésion des forces les plus réactionnaires de la culture et de l'université, c'est le renforcement des aspects sélectifs et répressifs du projet Fontanet, et André Malraux a bonne mine aujourd'hui de faire récupérer par l'obscurantisme les voix que sa prestation moderniste a — peut-être — pu faire gagner à Chaban-Delmas. Enfin, dans le soutien direct et sans ambiguïté du patronat à Giscard, c'est la perspective d'une accélération considérable dans le démantèlement du secteur public et nationalisé, la privatisation des services et des équipements, la soumission aux critères du profit de tous les aspects de la vie individuelle et collective : M. Guichard avait déjà préparé le terrain, il ne lui restera plus qu'à aménager la France

de Giscard, après avoir aménagé le territoire du capitalisme...

A l'intérieur de la bourgeoisie, s'installe ainsi une nouvelle domination, celle des forces capitalistes qui font confiance au libre jeu des plus forts contre les plus faibles et remettent à l'Etat le soin de panser, ou d'achever, les blessés. Giscard peut alors s'efforcer de sauver les apparences : le mode de scrutin sera conservé, le vote à 18 ans remis à plus tard, les institutions seront sauvegardées, etc. La Restauration aussi s'est servie jadis de la noblesse impériale, pour garantir son pouvoir et assurer la transition.

le meilleur gage

Si François Mitterrand est élu, il y aura une plus grande influence, une meilleure expression des intérêts ouvriers et populaires. Il sera dès lors possible de répondre aux difficultés et aux crises avec l'appui et la mobilisation de ceux qui en ressentent directement les effets. Une action constructive pourra commencer, à l'échelle des masses, et il ne s'agira plus seulement de gérer la bureaucratie d'un Etat qui n'arrive même plus à tromper son monde.

Pour éviter le pire, pour garantir la croissance et la démocratie, il faut un autre développement, un autre pouvoir : pour entrer dans cette voie sur une base effectivement majoritaire (celle du pays et pas seulement celle du corps électoral) il faut que François Mitterrand soit élu le 19 mai.

C'est pourquoi le P.S.U. lance un dernier appel, avant qu'il soit trop tard, à tous ceux qui hésitent encore, à tous ceux qui ont pu être trompés par des dénonciations personnelles, des réticences, des mises en accusation : l'heure n'est pas à la méfiance, mais à la mobilisation générale pour la victoire.

L'élection de F. Mitterrand donnera aux travailleurs confiance en eux-mêmes.

Cette évidence suffit à nous convaincre, en tant que militants socialistes, et plus particulièrement en tant que militants socialistes auto-gestionnaires. Car la confiance de la classe ouvrière en elle-même est le meilleur signe, le meilleur gage qu'un avenir socialiste est possible.

Robert CHAPUIS

GISCARD VOUS EN DONNE PLUS !

Quand on est brillant économiste, technocrate compétent, un homme à particule... et qu'on devient candidat à la présidence, comment peut-on avoir l'air plus « social » ?

D'abord, ça se prépare : quelques déclarations par ci, un voyage dans le métro en tenue décontractée par là, un colloque « humaniste » ailleurs... et puis, à l'occasion d'un remaniement ministériel on case son fidèle lieutenant dans un ministère social.

Ensuite, quand arrive l'échéance, on fait appel au lieutenant-prince Ponia qui sort pêle-mêle les projets en cours, les idées en l'air pas trop gênantes, les souhaits rassurants et vagues ; on mélange le tout, on oublie qu'un certain ministre des finances s'est déjà opposé à la plupart des propositions « sociales » ainsi rassemblées, et on fait un grand discours à Strasbourg sur « la sécurité et la justice pour les Français ».

Enfin... il n'y aura pas de fin si Giscard est battu et il faut dénoncer le bluff du candidat de la bourgeoisie.

Qu'y a-t-il dans le discours de Strasbourg ?

On y trouve d'abord une série d'intentions très vagues impossibles à chiffrer (progression des bas salaires deux fois plus élevée que celle des hauts revenus — jusqu'où un salaire est-il bas ? qu'est-ce qu'un haut revenu ?) Ayant un air de déjà vu (une réelle égalité des salaires entre les hommes et les femmes, une meilleure prévention des licenciements collectifs — Giscard était pour le non-démantèlement de Lip, le saviez-vous ?) ou un caractère franchement révolution-

naire : « Les travailleurs doivent être en mesure de prendre des initiatives, au sein d'équipes autonomes, en particulier dans la détermination des cadences et des horaires », ou « les locataires se verront reconnaître un droit de regard sur la gestion de leur immeuble ». Là, attention ! La conversion de Giscard au contrôle ouvrier des cadences et au contrôle populaire des loyers et des charges s'adresse aux électeurs PSU : c'est vrai, on n'avait jamais vu ouverture si large ! Quant aux travailleurs immigrés, en cinq lignes (d'un document de 22 pages) le candidat leur assure une meilleure insertion dans la vie du pays.

non chiffrés...

Ensuite, viennent les engagements précis, plutôt rares : pour un champion des chiffres, le discours de Strasbourg est une contre-performance remarquable. Ce qui frappe ici, c'est que Giscard promet des réformes

Une poire pour sa pomme ?

déjà décidées, en général inapplicables : pour les handicapés, il promet le projet de loi d'orientation déjà adopté par le Conseil des ministres ; la réforme de l'allocation-logement promise a déjà été décidée par un décret du 3 mai 1974 ; l'exonération des cotisations d'assurance-maladie pour les travailleurs indépendants retraités est déjà prévue par la loi Royer du 27.12.73 ; la proposition de créer des « observatoires régionaux de l'emploi » n'a



Avec Soustelle : whisky-soda obligatoire

Quand je suis arrivé au Ministère des finances, Giscard était déjà ministre. Déjà, toujours, on ne sait plus, tant il a promené son ombre grise sur la gestion du pays depuis les débuts de la Ve République.

Vu de loin, à l'époque, c'était l'illustration de la compétence, de la technocratie triomphante : le rêve des jeunes hommes qui avaient au cœur le mépris des élans populaires et le goût d'un pouvoir dont ils

ne savaient pas - ou trop bien — qui il servait. Une image un peu floue, un peu distante. Depuis lors, les contours s'en sont singulièrement précisés.

Quand on est « agent » du Ministère des finances, on découvre très vite que l'on a un patron. On signe la feuille de présence : c'est le pointage des travailleurs que l'on dit intellectuels : 8 h 45, 18 h 15 : on se rythme les journées avec la feuille jaune (arrivée) et la feuille verte (départ). Lorsque

par hasard, on est en grève (six fois depuis 1972, malgré le soin que Giscard a mis à vanter la « paix sociale » dans son ministère), les pointages sont faits au millimètre. Gréviste ? Une journée de salaire en moins. Quinze minutes de manifestation dans le hall du cabinet du Ministre (novembre 1972) : une journée de moins... On a de la grandeur ou on n'en a pas !

Quand on est syndicaliste, on peut s'attendre à rencontrer le mi-

Giscard

nistre une fois tous les onze ans... C'était en novembre 1970, à propos des plasticages de perception. Lorsqu'on a voulu aborder d'autres revendications, le Ministre nous a remerciés d'un glacial « l'ordre du jour est épuisé, messieurs ». Quand on veut un local pour tenir des réunions syndicales, le Ministre ou son cabinet nous envoient paître. Le cabinet de Giscard, c'est l'exécuteur des basses œuvres : quelques inspecteurs des finances et magistrats de la Cour des comptes, quelques fonctionnaires qui voudraient se servir après avoir beaucoup servi, le « spécialiste des questions du Cantal » (M. Cabirol), le chef du cabinet chargé des « interventions particulières », Victor Chapot. Dans l'organigramme, il y a même la place pour quelques « chargés de mission » aux relations avec les R.I. Certains sont entrés au Ministère en même temps que moi. Ils n'ont jamais occupé le moindre poste administratif en violation flagrante du statut de la Fonction publique : le système des dépouilles, ça ne fonctionne pas qu'en Amérique.

Quand on est militant politique, aux Finances, il ne faut pas comp-



stage de formation professionnel» est déjà atteint ; quant à l'humanisation des hôpitaux, déjà annoncée par Poniowski, la seule innovation de Giscard est de la faire financer par emprunt, c'est-à-dire d'augmenter les prix de journée supportées par la sécurité sociale.

Les seuls engagements chiffrés nouveaux concernent l'extension et la majoration de l'allocation de salaire unique pour les femmes au foyer et des mesures en faveur des personnes âgées dont la plus spectaculaire est celle de porter d'ici un an le minimum-vieillesse à 20 F par jour (ce minimum est actuellement de 14,20 F et du fait de l'inflation, en particulier pour les produits alimentaires, essentiels pour les vieux, le chiffre promis ne représentera pas une revalorisation très sensible).

défensif

Enfin, Giscard est muet sur les problèmes mis en avant par les syndicats ; rien sur le niveau des pensions de retraite, c'est-à-dire que le candidat s'en tient à la loi Boulin prévoyant en 1977 une retraite égale à 50 % du salaire des dix meilleurs années à condition que le travailleur attende 65 ans pour la toucher. Les syndicats demandent la possibilité pour les travailleurs de prendre dès 60 ans une retraite revalorisée (devant atteindre progressivement 75 % du salaire de la vie active). Giscard ne dit rien non plus sur le rattrapage des prestations familiales (comme toujours tourné

vers l'avenir... il promet une progression — non-chiffrée — du pouvoir d'achat des allocations familiales) mais les syndicats et associations familiales revendiquent aussi une revalorisation immédiate de 30 % de ces prestations. Giscard défend au contraire le quotient familial grâce auquel le cadre supérieur déduit de ses impôts, pour chaque enfant, une somme bien plus forte que le titulaire de petits revenus (le smicard, lui, ne déduit rien puisqu'il ne paie pas d'impôts !) : l'enfant du riche vaut ainsi plus cher que l'enfant du pauvre. Pour Giscard, enfin, silence de rigueur sur le retard dans l'exécution du plan en matière d'équipements sanitaires et sociaux.

On peut dire que Chaban avait des idées en matière sociale : l'intégration de la classe ouvrière par le biais de la concertation et des contrats de progrès, c'était la

prévention des conflits, le maintien de l'exploitation sous anesthésie : une variante capitaliste assez cohérente.

Giscard n'a pas de projet en la matière : il se propose seulement de colmater les brèches et de panser les blessures trop visibles de l'exploitation. Qui plus est, quand on essaie de chiffrer ses propositions en matière fiscale et sociale, on aboutit pour 1975 à une note d'environ 20 milliards : ses improvisations, sans répondre aux revendications des travailleurs, sont coûteuses...

Comment ne pas voir, à travers ces faits, le désarroi de la bourgeoisie ? On sait que Giscard pilote à vue et les contradictions de son programme social montrent qu'il a choisi une arme purement défensive : le bluff. Cette faiblesse est une de nos chances.

Jean CAMOU ■

pas de sens (il existe déjà des cellules d'étude baptisées « échelons régionaux de l'emploi ») ; la majoration de la retraite des mères de famille déjà décidée devait être soumise au Parlement pendant la session de printemps ; le maintien du dernier salaire pendant toute la période de reconversion (dans la limite d'un an) du travailleur licencié est prévue par l'accord interprofessionnel du 9.7.70 ; l'objectif de « faire bénéficier un travailleur sur dix d'un

EN VENTE A SYROS

- **GRANDEUR ET SERVITUDE DU PSU**, par Edouard Depreux : 20 F sur place - 22 F franco
 - la brochure « Chili, 1970 - 1973, un peuple en lutte » est parue - 8 F franco
 - **RATEAU, c'est gagné**, brochure réalisée par la section CFDT - sur place 4 F - franco 4 F 50.
 - **CRITIQUE SOCIALISTE** - n° 17 « Chili - Lip » (8 F).
- toutes commandes : Editions Syros 9 rue Borromée - 75015 Paris - CCP : Paris 19.706.27.

mon patron

ter s'exprimer dans l'enceinte des locaux, ni à la cantine. Lorsque les Lip sont venus chez nous, cet été, le cabinet a interdit la réunion (que nous avons tenue pourtant). Lorsque nous avons manifesté contre la présence de représentants de la junte chilienne, c'était plein de gros bras qui nous canalisait vers la sortie : déjà Ordre Nouveau, sans doute. Ils sont chez eux, là bas, quand la plupart des fonctionnaires vivent huit heures par jour dans des bureaux de 20 m² où l'on s'entasse à quatre, cinq ou huit, à la lueur de la lampe, même en juillet, avec le nombre de téléphones correspondant, et le bruit infernal de la circulation de la rue de Rivoli.

Quand on mange à la cantine, rue des Bons enfants (des menus sans saveur ni variété aucune), on est sûr de ne jamais y rencontrer le ministre, ni ses directeurs, qui disposent dans l'hôtel du Louvre, d'un « club » luxueux, genre anglais, cuir, canapés, épais tapis, et repas d'affaires...

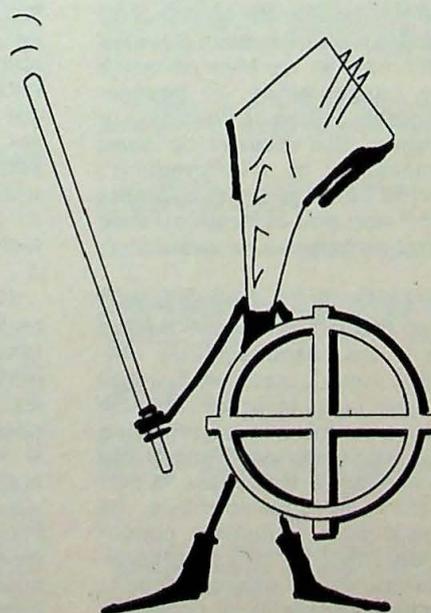
Quand on travaille, au Ministère des finances, et qu'on sue sang et eau sur un dossier, il ne reste plus à attendre qu'un oukaze du cabi-

net, après une rencontre avec un discret représentant du CNPF, vienne détruire votre argumentation, votre bonne volonté, sur laquelle vous ne vous faisiez déjà plus guère d'illusions. Quant aux dactylos, parquées à 40 dans les « pools » de 10 mètres sur 5, au milieu du bruit de leurs machines, elles ne sortent qu'avec autorisation, une fois par jour, pour...

Le 20e, le 19e, le 18e siècle ? L'avenir ou le passé mesquin, exploiteur, dégradant ? M. Giscard d'Estaing, cour Napoléon, place du Carrousel, dispose de larges baies et d'une terrasse de 50 mètres de long sur laquelle est en permanence posé un guéridon avec le whisky-soda obligatoire. C'est là que depuis trois ans — trois ans ! ça ne date pas d'hier — MM. Lecanuet et Abelin se faisaient introduire par un escalier dérobé de la cour d'honneur et venaient mendier leur ralliement.

Dans une semaine, je serai toujours au Ministère des finances. Giscard, en tout état de cause, ne sera plus ministre. Mais j'aurai appris qu'un patron de combat, ça se combat.

XXX. ■



GISCARD A LA BARRE...

Dans la nuit du lundi au mardi 14 mai, une dizaine de militants du PSU, du PCF, du PS collaient ensemble leurs affiches pour le deuxième tour de l'élection présidentielle, à Verneuil-sur-Seine (Yvelines). Vers 1 h du matin, ils ont été attaqués par des « militants musclés » de Giscard d'Estaing, circulant à bord de trois Estafettes. Ces derniers ont rendu inutilisables deux voitures des militants des partis de gauche, qui, fort heureusement, n'ont pas été blessés.

Dans la journée du mardi, un militant du PCF a fait procéder par la police locale à l'interception d'une des Estafettes remarquées la veille. Les occupants du véhicule ont reconnu que celui-ci était de l'expédition nocturne, mais ont affirmé que eux n'y étaient pour rien. Ils appartenaient au personnel CFT de Simca-Chrysler, sûrement les mêmes qui, la semaine dernière ont attaqué des militants CFDT qui distribuaient des tracts à Poissy.

Les sections locales PSU, PS et PCF ont porté plainte, ainsi que François Mitterrand, par sa délégation départementale. Un tract a été distribué à Verneuil expliquant à la population la conception de Giscard d'Estaing en matière de liberté et de démocratie.

au delà du 19 mai

Le débat télévisé Giscard-Mitterrand fut éclairant à plus d'un titre. Laissons le soin aux « sondeurs », publicistes et autres psychologues de déterminer l'impact psychologique des deux candidats sur l'opinion (1). Par contre, deux éléments sont apparus clairement sur le plan politique.

Le premier concerne Giscard. Il a joué tactiquement la carte moderniste en tentant d'enfermer Mitterrand dans l'image de l'homme du passé. Mais il n'a pas pu la jouer politiquement.

Le second concerne l'attitude de François Mitterrand. A l'aise pour contester le passé de Giscard et l'idée du « **changement sans risque** », il ne s'est trouvé combatif en termes d'avenir que sur deux points : les nationalisations et la présence du Parti communiste au gouvernement.

Au-delà des hommes, ces deux attitudes éclairent la situation politique dans laquelle nous nous trouvons.

Pour la bourgeoisie rassemblée derrière Giscard, l'incapacité d'affronter l'avenir est beaucoup plus nette qu'on ne pouvait le croire. Qu'il s'agisse de l'inflation, de l'emploi, de l'habitat urbain, de la formation, de l'organisation des rapports sociaux, de la politique européenne, de la pollution et de l'environnement, il n'existe pas aujourd'hui au sein de la bourgeoisie de stratégie capitaliste capable de répondre aux contradictions que connaissent toutes les sociétés industriellement développées. La défaite du gaullisme, c'est aussi l'échec d'une tentative de stratégie alternative au capitalisme sauvage. Et c'est faute de projet de société que Giscard est aujourd'hui contraint d'imaginer le changement par la seule extension électorale d'une majorité allant de l'extrême-droite fasciste aux résidus du mouvement réformateur.

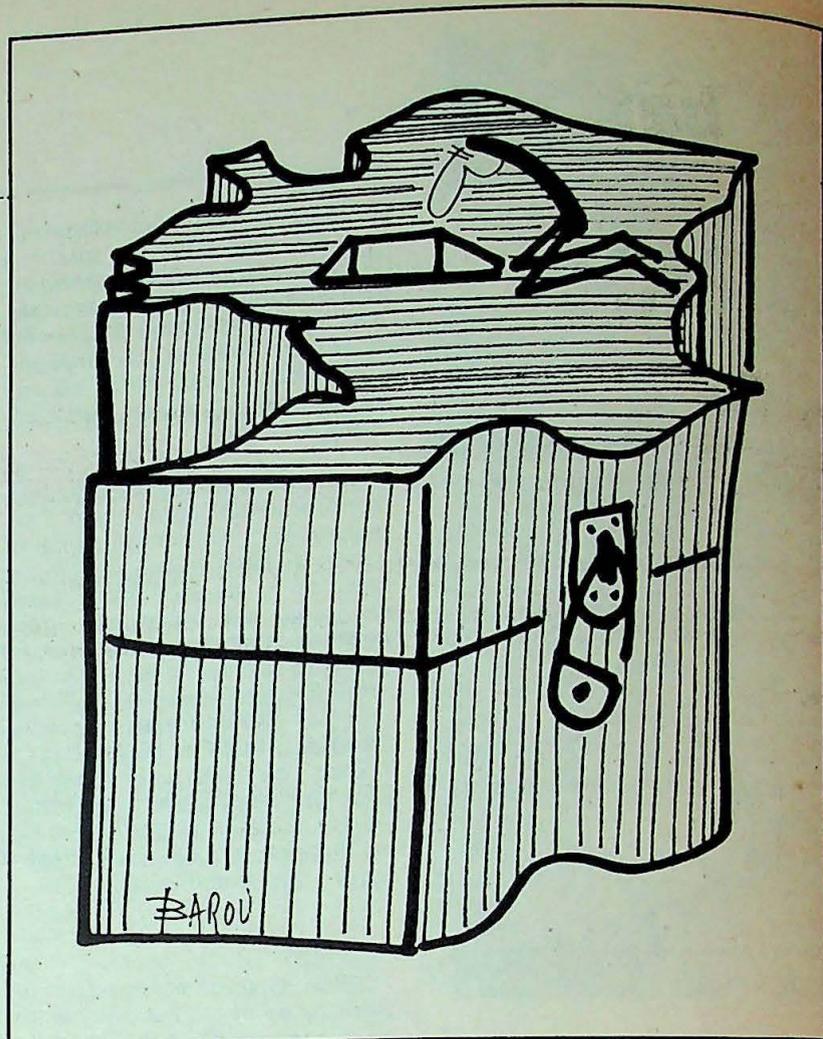
les années 30

Dans une telle situation, il serait dramatique que la gauche et

François Mitterrand s'en tiennent aux discours des années 30 : la seule répartition plus équitable des fruits de la croissance.

D'abord, parce que ce serait faire tactiquement un énorme cadeau à Giscard qui se prétend porteur d'un « **courant populaire** », « **de la jeunesse et de l'enthousiasme** », au moment où tous les sondages démontrent que la très grande majorité des jeunes et des forces du travail placent leurs espoirs dans la gauche. Ensuite, parce que si François Mitterrand l'emporte le 19 mai, il n'y aura de politique possible pour la gauche, si elle veut consolider sa victoire, qu'à la condition de s'affronter réellement aux questions nouvelles qui sont nées depuis dix ans dans tous les pays économiquement développés : crise des institutions représentatives (ce n'est pas par hasard si tous les gouvernements occidentaux tombent un à un ou sont dans l'impasse) ; crise du modèle de croissance ; crise des politiques économiques traditionnelles qu'elles soient à base conservatrice ou sociale-démocrate ; crise de l'habitat, du transport, des réseaux de communications et d'information ; crise de l'Europe aussi flagrante avec Pompidou et Heath qu'avec Brandt et Wilson.

Une telle situation place le PSU et le courant autogestionnaire devant des responsabilités infiniment supérieures à celles que nous avons pu imaginer. La stratégie de contrôle, la réorientation de la croissance, la transformation des rapports sociaux, la perspective autogestionnaire ne peuvent plus seulement constituer des projets d'avenir. Ils constitueront, en cas de victoire de la gauche, des conditions nécessaires du maintien de son pouvoir et du développement de son expérience.



Il n'y a pas, en effet, de réponse à la crise institutionnelle sans stratégie d'articulation entre un gouvernement de gauche et l'initiative populaire sur la base du contrôle des travailleurs, des usagers, des paysans et des habitants.

deux conclusions

Il n'y a pas de lutte efficace contre l'inflation, comme l'a montré Michel Rocard récemment, sans transformation des rapports sociaux car l'inégalité sociale en constitue aujourd'hui la cause déterminante. Il n'y a pas de réponse à la crise du modèle de consommation marchande, à la limitation des ressources naturelles, au problème de l'énergie et de l'environnement sans modification structurelle du modèle de développement et de croissance. Il n'y a pas de possibilité de faire face aux problèmes des choix prioritaires qui devront être inéluctablement effectués, si ceux-ci ne sont pas délibérés et pris en charge par un réseau de pouvoirs nouveaux constitués aussi bien sur le plan régional et local, que sur celui des entreprises et des secteurs d'activités ; bref, dans une perspective autogestionnaire. Et ceci nous conduit à tirer deux conclusions importantes.

La première, c'est qu'une stratégie qui serait exclusivement fondée sur l'hypothèse « du débordement des réformistes par les révolutionnaires » comme le conçoit l'AMR n'a de validité que si dans une première étape une politique social-démocrate classique, ou une politique de type Programme commun, a un minimum de caractère opérationnel face aux problèmes qui seront posés en cas de victoire. Or, ce n'est pas le cas. Et si l'on choisit cette stratégie, il n'y aura pas de débordement, tout simplement

parce qu'il n'y aura plus rien à déborder, la gauche perdant dans cette hypothèse rapidement la bataille contre la bourgeoisie.

La deuxième conclusion, et il faut reconnaître lucidement que le courant autogestionnaire s'y trouve encore peu préparé politiquement et organisationnellement, c'est qu'une expérience de gauche dépendra en grande partie pour sa survie et son développement de la capacité de ce courant autogestionnaire à transformer rapidement la nature de la coalition de gauche et de sa politique. Ce n'est pas un souhait, c'est une nécessité.

lucidement

Avec cette campagne présidentielle, nous sommes confrontés qu'on le veuille ou non à un processus d'accélération considérable des forces politiques et sociales. Si la gauche l'emporte, nos responsabilités seront écrasantes à tous les niveaux et sur tous les terrains. Si elle perd, elles le seront tout autant. Car l'heure ne sera pas alors au partage des dépouilles ou au retour à l'isolement prophétique, mais à l'organisation de la bataille politique et sociale. Et celle-ci ne pourra être menée que si, au sein du mouvement ouvrier, le courant autogestionnaire n'est plus seulement une force sociale, mais une réelle force politique capable d'engager et à terme de gagner la bataille contre la bourgeoisie coalisée autour de Giscard.

Gérard FERAN ■

(1) On peut d'ailleurs s'interroger sur les sondages portant directement sur l'émission. On sait que l'échantillon IFOP ne portait, par exemple, que sur 400 personnes, et que les enjeux politiques se trouvaient réduits à l'approbation d'objectifs du type « brillant, sympathique » etc. l

En battant la campagne

● PARIS : des regrets...

Comme, elle en avait pris l'engagement avant le Conseil national du 16 avril, la Fédération de la région parisienne a eu pour premier souci d'en appliquer les décisions, toutes les décisions, c'est-à-dire, 1) une campagne autonome de soutien à François Mitterrand, et 2) l'insistance sur la nécessité de la mobilisation populaire avant et après le 19 mai.

autonomie

Campagne autonome : chacun a pu se convaincre que ce n'était pas une tâche facile pour notre organisation — on peut comparer avec ce qu'à été celle du Parti communiste sur la base du programme commun. Mais le maximum a certainement été fait. Même si cela ne suffit pas à mesurer l'importance du travail accompli, la quantité de matériel diffusé constitue un indicateur significatif ; si l'on compte le matériel géré par la fédération (national et fédéral, à l'exclusion du matériel réalisé par les sections), on atteint les chiffres de 600 000 tracts et 70 000 affiches. A quoi s'ajoutent une quarantaine de meetings PSU de tailles diverses (de quar-

tiers, d'arrondissement, intercommunaux) pour le premier tour.

Cependant, et bien malgré nous, l'expression publique n'a pas été à la hauteur de ce que nous aurions souhaité.

Il n'a pas été nécessaire de faire grand usage des recommandations du Conseil national en ce qui concerne les initiatives unitaires pour le premier tour, pour la bonne raison qu'il n'y en a guère eu... D'un côté le PCF n'a pas poussé — c'est un euphémisme — à des réunions unitaires, encore moins à des comités ; de l'autre, le PS avait une conception quelque peu restrictive de « comités de soutien » principalement destinés à collecter de la main d'œuvre pour les collages d'affiches... du PS. Il a fallu attendre la campagne du second tour pour que les meetings unitaires apparaissent, en grand nombre ceux-là. Cette absence de travail unitaire sur des bases équitables et larges n'a pas facilité l'expression du PSU ; loin de nous en féliciter, nous l'avons déplorée, publiquement.

Par ailleurs, trop d'interventions du PSU ont privilégié l'aspect « soutien » par rapport à l'aspect « autonomie ». C'est ce que nous reprocherons aux interventions de Michel Rocard, et au contenu des TS 8 pages, hélas.

L'autre objectif de la campagne, c'était de bien montrer qu'il ne suffisait pas de mettre un bulletin de vote dans l'urne, mais qu'il fallait développer l'action de masse, et pas seulement le dire, mais commencer à la préparer. C'est pourquoi nous avons mis en œuvre la décision du Conseil national à cet égard : « L'apparition autonome du parti pendant la campagne électorale est inséparable du développement du courant socialiste autogestionnaire sur les bases définies par le Manifeste de Toulouse et les textes du dernier Conseil national.

Cette campagne sera l'occasion d'une intense bataille politique au cours de laquelle les travailleurs et les masses populaires vont se poser non seulement la question de l'issue de l'élection présidentielle, mais aussi et surtout celle des luttes qu'ils auront à mener à partir du 20 mai, quel que soit le résultat du vote. Pour répondre à cette attente, pour favoriser la mobilisation populaire et prendre en charge y compris les exclus de la campagne (jeunes, immigrés, etc.), nous demandons aux militants du PSU de prendre l'initiative et d'impulser partout où cela est possible sur les lieux de travail et dans les quartiers, des comités qu'on pourrait appeler « Comités du 20 mai pour l'autogestion socialiste » à partir d'assemblées de discussion sur les thèmes : que faire si la gauche gagne ; que faire en cas de succès du candidat de la bourgeoisie ; comment développer l'action pour les revendications fondamentales des travailleurs, pour le contrôle ouvrier et populaire dans la perspective de l'autogestion socialiste ? (Rapport de la Commission « propagande », adopté à l'unanimité).

un acquis important

Et en effet, nous avons engagé le travail pour le développement de ces comités. Cette initiative a eu un écho important ; actuellement, environ vingt-cinq comités existent, et principalement dans les entreprises du secteur public, mais il se crée aussi des comités dans le secteur privé et dans les quartiers. Sur quelles bases ? Parfois à partir de comités créés précédemment pour l'action de masse sur une question déterminée, parfois après un appel à une assemblée de discussion, parfois grâce à la diffusion du journal des comités (deux numéros sortis, le 1er et le 8 mai, dif-

Quelques échos de la campagne du PSU qui nous sont remontés de province. Et du même coup, avec l'article de Michel Mousel, secrétaire de la Fédération de Paris, un débat ouvert sur la nature de cette campagne et le problème notamment des « comités du 20 mai ». On relira opportunément, à ce propos, l'article de Jean Le Garrec, paru dans le dernier TS.

fusés à 5 000 exemplaires chacun dans la région parisienne), etc. Qui y participe ? Des militants du PSU et de l'AMR, des syndicalistes, des inorganisés, des militants d'organisations du CLAS. Même en cas d'échec le 19 mai, c'est un acquis important pour le travail de masse. Et si c'est gagné, nul doute que le mouvement ainsi amorcé serait décuplé. Nous n'avons qu'un regret, mais de taille, à l'égard de cette expérience passionnante : c'est que le PSU et TS ne l'aient pas plus popularisée, si l'on peut dire...

Michel MOUSEL ■



BORDEAUX : pas assez unitaire...

Langon — Petite ville perdue au milieu des vignes. De La Réole, de Cadillac, de tous les bourgs avoisinants, les gens sont venus, ils sont plus de mille dans la salle du marché couvert. Depuis le début de la campagne électorale, le PC et le PS ont fait bien des réunions séparées.

Mais ce soir du 2 mai, comme à Targon, gros village de l'Entre-Deux-Mers, il y a deux jours, tous les partis de gauche sont là. Il est question du Programme commun, bien sûr, mais aussi longuement, de la prise en main par les travailleurs de leur outil de travail, et, surtout, de la possibilité de déblocage de la situation qu'entraînerait la victoire. Cette manifestation unitaire est restée hélas, unique en Gironde, avec celle de Targon. Partout ailleurs, la non participation de la CFDT, l'exclusion prononcée par le PC sur tout ce qui ne se rangeait pas derrière le Programme commun, la coquetterie possessive du PS autour de son candidat, tout nous a écartés d'un travail en commun avec les forces qui se retrouvaient derrière la candidature de François Mitterrand.

Cela ne nous a pas empêchés, bien sûr, de faire une campagne énergique : affiches et tracts fédéraux, qui se sont ajoutés au matériel national, réunions publiques, communiqués de presse et deux tribunes

libres dans les différentes éditions départementales de « Sud-Ouest », participation de la fédération au défilé du 1er mai, sous la banderole du socialisme autogestionnaire, et avec nos propres mots d'ordre reprenant les thèmes de la campagne : victoire du candidat de la gauche, mobilisation populaire nécessaire pour permettre cette victoire et pour que les espoirs des travailleurs ne soient pas déçus. Mais comment ne pas penser que même notre campagne propre aurait eu un bien plus grand retentissement, si le candidat avait été présenté comme un peu moins « commun » et un peu plus « unique » par les autres forces de gauche. La campagne du deuxième tour devrait aller dans ce sens. ■

ORLEANS : modeste...

Compte tenu, d'une part, de l'absence de manifestations unitaires, et d'autre part du retard avec lequel on a reçu le matériel du Parti, la campagne a été modeste.

Les militants ont collé « au poil » les affiches du Parti, à côté des bleues de Mitterrand ; distribué les 20 000 tracts à la porte des boîtes et dans les quartiers ; vendu TS sur les marchés (5 fois plus que d'habitude). Le Parti a fait des réunions dans quelques chefs lieux de canton et quartiers : La Ferté-St-Aubin, Beaugency, Châteauneuf-sur-Loire ; impression d'un mouvement profond chez les travailleurs, d'un espoir un peu fou : « On peut foutre en

en l'air toute cette bande », « l'autogestion, qu'est-ce que c'est au juste ? », « est-ce que les prix vont continuer à monter ? ».

Le courant passe, c'est certain. Avec lui, toutes les rancœurs contre tel patron qui brime continuellement les sections syndicales, contre les grands propriétaires solognots, contre la misère des handicapés, des vieillards... On se raconte, tout simplement, comme si une simple élection pouvait changer la vie ! Il faut détromper, expliquer, sans rien enlever pourtant à l'espoir qui renait.

La presse locale a passé trois tribunes libres du PSU ; autant de tracts économiques !

On prépare un meeting unitaire pour le 2e tour... On a le moral.

DUNKERQUE : avec les immigrés

L'une des conclusions apparues lors de la dernière réunion du Bureau fédéral élargi est que la campagne des « présidentielles » n'avait guère été axée sur la mobilisation populaire. Que la campagne n'ait pas été « mobilisatrice » explique pour nous dans une large mesure l'insuccès relatif de Mitterrand au premier tour.

qui en bien des endroits ne fait pas le plein des voix de gauche.

La section de Dunkerque ayant organisé une importante réunion publique (7 à 800 personnes) avant le premier tour, il nous apparaît difficile d'organiser dans la foulée d'autres rassemblements qui risqueraient de n'être que des réunionnettes...

Les hasards de l'actualité ont fait que le jour même où les Français votaient, deux travailleurs étrangers trouvaient la mort à Rosendaël, dans l'incendie d'un baraquement de chantier. Dans la conjoncture actuelle, cet événement qui interpelle des militants politiques, risquait de passer inaperçu, de ne susciter aucune mobilisation. C'est pourquoi la section de Dunkerque a participé à une réunion organisée et animée par des travailleurs immigrés. Ces travailleurs ont décidé de manifester samedi 11 mai à Dunkerque. Nous nous y sommes associés, estimant que les problèmes des immigrés (même et surtout parce qu'ils ne votent pas) méritaient d'être exposés publiquement lors d'une campagne électorale.

Le PS nous ayant proposé une rencontre « en vue de préparer la campagne unitaire » du second tour, nous l'engagerons à prendre part à cette manifestation et à mobiliser ses militants. Nous avons d'ailleurs été mandatés par les camarades immigrés pour prendre contact en ce sens avec le PS et le CFDT. Ce peut être la voie de cette mobilisation populaire sur des objectifs concrets et anticapitalistes, qui jusqu'à présent ne s'est pas matérialisée.

A noter qu'il semblerait que la CGT, qui ne contrôle absolument pas ce mouvement, se montre très réticente pour mobiliser ces syndiqués sur cet objectif. ■

L'élection présidentielle s'apparente souvent plus à la promotion-vente d'une marque de lessive qu'à l'exposé des problèmes fondamentaux de la société France. Ce sont les institutions de la 5ème République, taillées sur mesure, qui veulent ça : il faut « ripoliner » son candidat, cacher les aspérités, gagner sur l'apparence, accepter souvent de se mesurer sur le terrain de l'idéologie dominante où la droite se sent si à l'aise... Ont-ils été « bons » ? Lequel a été « le meilleur » ? Avant, pendant, après le « grand débat » de vendredi 10 mai, c'est là que beaucoup de raisons s'égarèrent et que trop de cœurs battaient...

Mais ces hommes mènent un combat surtout symbolique ; et ils ne s'avancent pas seuls. Derrière Giscard, c'est la curée des possédants, le rassemblement de la peur, et on laisse au candidat le soin de mettre au point dans la foulée une idéologie de circonstance. A gauche, pas de retournements spectaculaires, et moins de tapage, mais un débat de fond qui se poursuit entre les composantes de l'unité populaire : que faire de la victoire ? Et c'est aussi le rôle d'un parti comme le PSU de faire des propositions pour attirer l'attention de l'opinion sur les thèmes qu'une campagne « à l'américaine » est obligée de passer un peu sous silence. Il l'a fait notamment le lundi 13 mai par la voix de Robert Chapuis qui a ouvert devant la presse une série de « dossiers » sur les problèmes qu'il faudra bien retrouver au lendemain de l'élection. Nous avons choisi d'en présenter deux aux lecteurs de « T.S. »...

D'autres « dossiers » ont été présentés à la presse le lundi 13 mai, qu'il n'est pas possible de détailler ici :

● **AVORTEMENT ET LIBERATION DES FEMMES** : elles représentent les deux-tiers des « smicards » ; mais elles ne sont même pas libres de leur corps...

● **L'ECOLE** : Fontanet et Royer se donnent la main pour pousser Giscard vers la présidence comme ils se la sont donnée pour réformer l'enseignement. C'est dire quel serait, avec eux, l'avenir de l'école : confirmation des inégalités, renforcement de la sélection, nouvelles possibilités de répression.

● **SANTE** : aujourd'hui, c'est le maintien du statut de la médecine libérale, la débudgétisation de la S.S. et la main-mise du patronat sur sa gestion, le sacrifice des équipements et la privatisation des soins...

● **L'ENERGIE** : les sources d'énergie autres que le pétrole (hydro-électricité, charbon) ont été sacrifiées, et même temps que la recherche de nouvelles sources a été négligée (solaire, marémotrice)...

● **L'INFORMATIQUE** : le marché français, depuis la « troisième génération » des ordinateurs, est contrôlé à 80 % par IBM, une firme multinationale complètement intégrée...

DOSSIERS POUR LA

1 - une politique étrangère

La politique étrangère n'a pas fait recette durant cette campagne : comme si la France était seule, ni vassale ni sujette. La réalité est toute autre, et la pente sera difficile à remonter : sous l'influence de Giscard d'Estaing, les gouvernements Messmer ont bradé en silence la France, tandis qu'ils favorisaient l'Europe des marchands et maintenaient leur emprise néo-coloniale sur nos « alliés » africains...

Une politique étrangère se fonde, aujourd'hui, sur l'économie, la structure industrielle, la monnaie, et la défense armée.

1°) — Entre 1958 et 1973, la part du pétrole dans la consommation d'énergie en France a doublé. C'est-à-dire que pendant le temps où Giscard a été aux affaires, la dépendance du pays à l'égard des firmes pétrolières a été multipliée par deux.

C'est à la fin de 1969, quelques mois après le retour de Giscard rue de Rivoli, que le gouvernement a décidé de construire en France des centrales nucléaires sous licence américaine, c'est-à-dire de se rendre tributaires des Etats-Unis pour la technologie et pour le combustible. C'est pendant que Giscard était ministre des Finances, c'est-à-dire avec son accord, que les sociétés américaines ont pris le contrôle financier des firmes qui construisent en France les réacteurs nucléaires.

2°) — Depuis que Giscard est entré au Ministère des Finances, des firmes étrangères ont pris le contrôle de secteurs entiers de l'économie (25% pour l'automobile, 90% pour les ordinateurs, 60% pour les tracteurs, 50% pour l'équipement téléphonique) avec souvent des conséquences irréversibles puisque dans certains cas (l'usine Ford à Bordeaux par exemple) il est totalement impossible de reprendre un contrôle quelconque sur l'activité des usines implantées en France.

3°) — Sur le plan monétaire, c'est Giscard qui est allé négocier à Nairobi un aménagement du système monétaire international. Les mécanismes mis en place, et qu'il a acceptés, font une place particulière aux DTS, c'est-à-dire aux moyens de favoriser les échanges au profit des plus puissantes forces commerciales — c'est-à-dire des firmes multinationales — au détriment des monnaies nationales et de toute solidarité européenne.

4°) — Quant à la défense, elle est organisée aujourd'hui pour servir les intérêts du monde capitaliste dans son ensemble et non pour protéger l'indépendance du pays. Les divergences entre le gouvernement français et celui des Etats-Unis sur le pétrole se sont traduites par une simple bouderie ; pourtant l'enjeu était colossal ; l'épisode a permis de mesurer combien la soumission aux U.S.A. était totale ; il a montré que si Washington veut imposer ses décisions sur un problème vital, cette force construite à l'origine pour être tous azimuts ne peut être en aucun cas tournée contre les Etats-Unis.

soutien à Pinochet

Voilà la réalité de mai 1974. Dans trois des secteurs essentiels qui conditionnent l'action internationale d'un pays, Giscard porte la responsabilité personnelle de la politique qui a été menée jusqu'ici et dont les résultats sont de donner aux dirigeants des firmes multinationales le contrôle des activités du pays. La politique qu'il mènerait, c'est l'intégration de la France dans un ensemble atlantique indifférencié, laissant l'indépendance nationale aux états d'âme de M. Jobert.

5°) — Une autre manifestation de l'orientation personnelle que donne Giscard à son action internationale, c'est ce qui concerne l'attitude à l'égard du Chili. C'est pendant qu'il était ministre des Finances que la France a refusé ses crédits au gouvernement d'Allende, alignant là-dessus sa position sur celle des Etats-Unis et participant à l'entreprise de destruction de l'expérience d'Unité Populaire par les puissances capitalistes. C'est lui qui les accorde aujourd'hui à Pinochet dans le cadre du groupe des « Dix » et sans que le gouvernement ait même suivi la position des Hollandais (qui demandaient que l'octroi de ces crédits soit subordonné à une « libéralisation »

ou du moins une « humanisation » du régime de Santiago). Techniquement, l'octroi de ces crédits est d'autant moins défendable que le régime Pinochet est, malgré l'aide qu'il reçoit, totalement incapable d'assurer une quelconque solvabilité internationale du pays. Il s'agit par conséquent d'une manifestation de solidarité politique avec Washington et avec la junte de Pinochet, de même que le refus des crédits à Allende était un acte d'agression politique envers un gouvernement populaire et non une mesure financière.

Si Giscard est élu, ces orientations auront libre cours. Par contre, si François Mitterrand est élu, un coup d'arrêt peut être donné et une autre politique devient possible :

● Organiser avec d'autres pays d'Europe et avec des « libéraux » américains, une mission d'enquête au Chili sur les conditions de détention des prisonniers politiques et sur l'organisation de la terreur au Chili. Bien entendu, un gouvernement de gauche devrait rechercher avec ses partenaires les moyens (fi-

2 - un des ser

La gauche compte tions. Mais elle devra démantèlement et à la à la Libération. Là en ponsabilité. Trois exel tion aéronautique, le t

La maîtrise des transports est importante pour le développement industriel et économique et l'aménagement du territoire. Or,

1. La **SNCF** est largement concurrencée — et de manière déloyale — par les transports routiers pour le transport des marchandises. En effet, si ces derniers payent bien leur matière

GAUCHE

progressiste



nanciers notamment) permettant de faire pression sur la junte pour l'amener à donner au moins des garanties humanitaires (l'aide prévue pour la junte pourrait, par exemple, être attribuée aux réfugiés) ; et il devrait mettre fin aux contrats de fourniture d'armes.

- Reconnaissance du G.R.P. et du GRUNK, et recherche d'initiatives communes avec d'autres pays d'Europe (suède notamment) ou d'Asie pour exiger le respect des accords de Paris.

- Définition d'une autre politique à l'égard des pays du Tiers-Monde. Pour ceux qui ont à leur tête des régimes préoccupés de créer sur le territoire du pays les moyens d'un développement autonome (en particulier avec des pays tels que l'Algérie, l'Irak, la Syrie, la Libye, la Tanzanie, le Congo...) il est possible de négocier des accords fondés sur la définition d'objectifs politiques communs, au lieu d'être dictés par la loi du plus fort qui est celle des relations commerciales. Il s'agit entre autres de permettre à ces pays d'organiser l'exploitation consciente de leurs ressources naturelles en fonction du

mode de développement qu'ils ont eux-mêmes choisi, en respectant les étapes qu'ils se sont fixées.

- Préservation de relations privilégiées avec les pays qui ont toujours mené une politique anti-impérialiste et avec lesquels des initiatives pourraient être prises (par exemple pour la situation au Proche-Orient, en Indochine, etc...).

- Organisation avec ces pays, si c'est possible, d'une action de solidarité pour sauver les victimes de la famine dans les pays du Sahel.

l'Europe à faire

- Amorce de la construction européenne : il est aujourd'hui bien clair que le régime capitaliste est incompatible avec la construction de l'Europe. A l'âge des ordinateurs et des télécommunications, le système capitaliste engendre des firmes multinationales plutôt qu'un capitalisme européen qui aurait besoin d'institutions politiques européennes.

Il est aujourd'hui évident que le Marché Commun n'est en réalité qu'une union douanière : la gauche ne peut pas se couler dans les institutions capitalistes européennes pour leur donner un autre contenu et une autre orientation. L'Europe est à faire. Quelques initiatives peuvent être imaginées dès à présent, soit pour construire sa base populaire, soit pour créer des solidarités réelles :

- 1) Créer une communauté de travail dans une première étape en accordant l'intégralité des droits politiques et syndicaux aux ressortissants de la C.E.E. travaillant en France. En même temps, supprimer le pouvoir d'expulsion des étrangers sans contrôle juridictionnel et égaliser les statuts des travailleurs sur le plus favorable. Nous pourrions d'ailleurs proposer aux autres pays européens de reprendre ces initiatives à leur compte.

- 2) Définition d'objectifs communs aux peuples des pays d'Europe : besoins en énergie (permettant de préciser les fonctions d'un organisme européen de l'énergie dont la création pourrait être favorisée), consommation

alimentaire (pour réorienter la politique agricole vers d'autres buts), grandes options d'une politique régionale à définir par les régions (et non par les Etats), etc...

- 3) Mesures de défense de l'Europe contre les firmes multinationales : techniques financières, contrôle des investissements, publication des plans de production et des résultats, interdiction des usines qui ne fabriquent qu'un élément d'un produit et ne sont pas, de toute façon, intégrables dans une planification. Sur-tout inventaire de la dépendance technologique actuelle de l'Europe et recherche de solutions.

- 4) Préservation du secteur public et coordination des politiques européennes (par exemple, pour réserver les marchés publics à des fournisseurs européens), ce qui implique que la définition du caractère européen d'une firme soit assez précise pour exclure les contrôles financiers ou commerciaux par une entreprise extérieure.

Coup d'arrêt à la privatisation des services publics

procéder à quelques nationalisations aussi donner un coup d'arrêt à la privatisation du secteur nationalisé. Giscard porte une lourde responsabilité : les transports, la construction, le téléphone...

roulant, les infrastructures (routes) sont pour l'essentiel à la charge de la collectivité. Et ce n'est pas la taxe à l'essieu qui compense : elle ne rembourse même pas la dégradation du réseau routier due aux poids lourds ! C'est encore plus vrai quand l'énergie est chère : de toute évidence, le réseau SNCF devrait avoir la priorité ; ce n'est

pas le cas. On commence par ailleurs à envisager cette priorité à la SNCF, qui coûte moins cher en énergie, mais avec un financement privé comme pour le téléphone : c'est le choix du démantèlement et de la dénationalisation.

2. Le réseau routier et surtout autoroutier doit être maîtrisé par la collectivité publique car il a un rôle fondamental en matière d'aménagement du territoire et de désenclavement de certaines régions. On le brade au secteur privé qui peut pratiquement imposer son tracé, puisque c'est lui qui finance avec des emprunts lancés sur le marché avec garan-

tie de l'Etat, comme si l'Etat ne pouvait pas lancer ces emprunts pour son propre compte.

3. Le transport maritime : environ 400 millions d'aide à l'armement en 1973 (primes, bonification d'intérêts, aide aux compagnies d'économie mixte), sans le moindre contrôle de la collectivité ou même des administrations sur la nécessité de ces aides, qui vont ainsi augmenter les super-bénéfices des compagnies pétrolières des banques et de quelques compagnies maritimes. On assiste donc au gaspillage des deniers publics en aides saupoudrées sans contrôle.

4. Le transport aérien : l'affaire Satgé a montré que la direction d'Air France fait bon marché du droit de grève. Ses atteintes au droit du travail doivent être rapprochées de ses projets de licenciements ou de réductions d'emploi. Il faut savoir que les compagnies privées (UTA notamment) jouent désormais un rôle déterminant, avec l'appui de capitaux américains. Elles reçoivent les secteurs les plus rentables (Antilles, relations postales, charters, etc...) et la construction de Roissy en France traduit bien le choix qui a été fait à l'égard de l'aviation civile : ouvrir au maximum aux intérêts privés et faire supporter à la collectivité les charges de base.

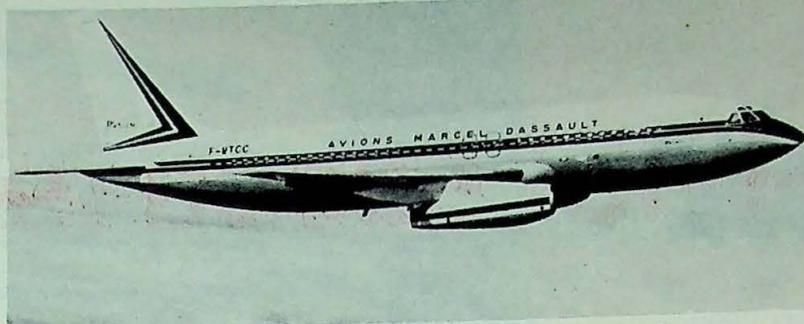
Dans tous les secteurs des transports (et on pourrait compléter par les transports fluviaux), il est nécessaire de définir l'action collective de la puissance publique au niveau national et régional. Cela ne coûterait pas plus cher, et en évitant les gaspillages, ce serait plus efficace économiquement et permettrait la satisfaction d'un plus grand nombre d'usagers.

dans l'aéronautique

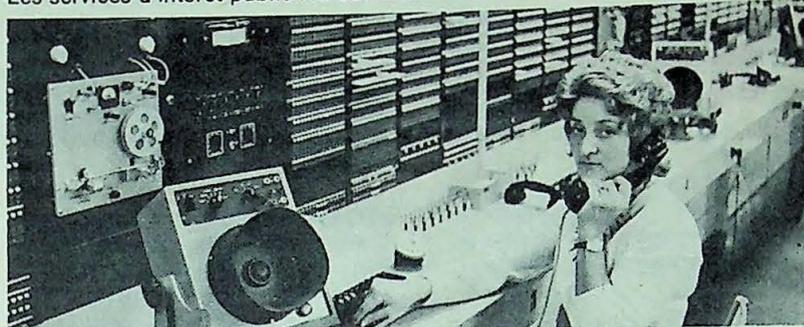
« Nous devons à tout prix éviter un nouveau Lip dans le Sud Ouest » : c'est une des craintes les plus pressantes des nouveaux dirigeants de la SNIAS. Après les difficultés de « Concorde » — neuf appareils seulement commandés par Air France et BOAC — c'est le programme du gros porteur « AIRBUS » qui est en panne, faute de clients. La construction du « Corvette » n'a pu être poursuivie à partir d'octobre 73 que grâce à une subvention de fonds publics et la rentabilité du programme ne paraît toujours pas assurée. Or, lorsqu'il n'y a pas de rentabilité dans le système capitaliste, on ne dure pas longtemps, même avec des subventions. Le « Mercure 100 » construit par Dassault-Breguet est victorieusement concurrencé par le Boeing 737 américain. Seul le marché militaire français semble encore solide ; or il est largement monopolisé par Dassault et ne peut pas offrir de perspectives véritables à la construction aéronautique française.

Marasme dans la construction civile, renforcement du militaire : telle est la situation. La SNIAS — principale entreprise française — est aussi celle qui est la plus menacée par le « Concorde ». De plus, elle s'est massivement transférée dans le Sud-Ouest ainsi que Dassault qui a suivi, ce qui aboutit à une dépendance de ces régions vis-à-vis de l'industrie aéronautique (sous traitance, en particulier). Le VIème Plan prévoyait 120 000 emplois dans l'aéronautique pour la fin de 1975, avec rattrapage du secteur civil sur le militaire (60 000 emplois chacun). En fait, on ne dépasse pas les 108 000 emplois actuels, mais on redescendra à 100 000 en 2 ans avec 6 000 suppressions d'emploi dès cette année. Répartition : 80 000 dans le militaire (50 000 pour la Défense Nationale, 30 000 pour le marché extérieur), et 20 000 dans le secteur civil.

La secousse va être brutale à la SNIAS et dans la production civile de Dassault. On risque de voir s'accroître le phénomène de sous-traitance de Dassault (industrie privée, déjà largement financée par l'Etat) vis-à-vis de la SNIAS (industrie nationalisée). En clair, il s'agit d'une dénationalisation des secteurs rentables de la branche au profit de quelques patrons jouant un rôle essentiel dans la politique du capitalisme de combat (cf. les études pour le « Mercure » financées par l'Etat).



Les services d'intérêt public : le démantèlement est déjà avancé...



On peut faire des constatations analogues à propos du service public du téléphone.

le téléphone

Constat : crise du téléphone. 20 % des ménages français ont le téléphone, contre 100 % au Canada et en Suède. L'augmentation de l'offre est très en retard sur celle de la demande. Les causes de cette situation accusent la Vème république et particulièrement son Ministre des Finances. Cette crise est due non pas à une erreur de prévision, mais à un retard important accepté tant qu'il n'était pas ressenti collectivement comme un manque criant. Ce retard accumulé est tel qu'il n'est pas possible de le combler avant vingt ans. Mais sur ce retard s'est bâtie la rentabilité de l'expansion capitaliste du téléphone qui s'épanouit depuis quelques années. L'insatisfaction d'un besoin doit être ressenti comme grave pour que le profit y trouve son compte.

Pourquoi ce coup de frein à l'expansion du téléphone en 1959 alors que le IIIème Plan élaboré sous la IVème République l'avait considéré comme prioritaire ? Parce qu'il fallait produire peu pour vendre cher, et que le téléphone n'est pas un bien qui stimule la consommation d'autres biens (à la différence de l'électricité ou de l'automobile) : il en économiserait plutôt (transports), et il n'est donc pas suffisamment rentable, dans une économie capitaliste telle que la nôtre.

Ainsi, aujourd'hui le bilan est lourd en raison du malthusianisme du capitalisme français.

Une autre politique est possible.

1°) Le secteur public devrait avoir deux objectifs : le service public et le développement économique. Selon la nature de l'entreprise, l'un ou l'autre est prédominant : par exemple, pour les télécommunications, prédomine le premier objectif ; pour Renault, le second ; mais les Télécommu-

nications doivent avoir un rôle dans le développement industriel et Renault dans la reconversion de l'automobile en transports collectifs.

2°) Rôle moteur du secteur public pour l'emploi et l'exportation. L'emploi, notamment, par une politique volontariste de régionalisation : transfert de sièges sociaux et restructuration des entreprises décentralisées travaillant pour les secteurs publics (transformer les « usines pirates » ou « usines à OS », et y reconstituer tout le cycle de production et de gestion ; renforcement du contrôle de l'Etat et de l'entreprise publique sur ses fournisseurs privés en ce qui concerne les conditions de travail). Et l'exportation qui est un de nos atouts envers le tiers monde et les pays de l'Est.

3°) Réforme de l'organisation interne de l'entreprise : création d'entreprises régionales qui traiteront tout ce qui peut être traité à ce niveau, avec une coordination centrale ; rôle pilote comme secteur témoin. En gros : le personnel gère ; l'Etat ou la région contrôlent ; les usagers contestent.



4°) Politique tarifaire et financement :

— entreprise publique « postes et services financiers » : au niveau des personnels restructuration complète, et sous le contrôle des agents, des grilles avec débouché sur statut unique ; et prise en compte des « charges indues » par le budget...

— entreprise publique « Télécom » : mêmes perspectives pour le personnel. Modification de la structure tarifaire en mettant fin au privilège de Paris. Suppression des systèmes des avances remboursables. Financement des investissements dans le cadre des priorités arrêtées par le Plan et l'intermédiaire d'un organisme central. Suppression des sociétés de financement.

5°) Personnel et usagers : associations d'usagers avec droit à l'information ; le statut de la fonction publique sera — sous le contrôle des agents — étendu notamment sur la stabilité d'emploi, la formation permanente, et réduit dans d'autres domaines (rigidité d'embauche). Et, surtout, régionalisation des décisions d'emplois.

P.S.U. DOCUMENTATION

Vient de paraître :

N° 56-57 : Sionisme et Libération Palestinienne	2,00
N° 58-59-60 : NON, l'Ecole n'est pas neutre	3,00

Numéros disponibles :

N° 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 : La police dans la lutte des classes	2,00
N° 26 : ROSA LUXEMBOURG	1,00
N° 27-28 : La crise du système monétaire capitaliste	2,00
N° 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N° 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université	3,00
N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile	1,50
N° 46-47-48 : LE P.S.U. - Dossier d'Accueil	3,00
N° 51 : Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 : Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 55 : L'exploitation capitaliste	1,00

Abonnement : 20 numéros : F 20,00

A adresser à : SYROS 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19.706.28 Paris

luttons et bulletin de vote

Si tous ceux qui, dans ce pays, sont exploités et aliénés étaient conscients de l'être dans tous les aspects de leur vie quotidienne, nous ne nous serions pas posé la question de savoir qui devait franchir le 19 mai la barre des 50 %...

Si les travailleurs dans leur entreprise, ont pris l'habitude d'affronter directement le capitalisme, il n'en est pas encore de même en dehors du temps de travail, sur le plan du logement, de l'urbanisme, des transports, de l'éducation, de la consommation, des loisirs. Ce sont pourtant des domaines où l'emprise du profit s'épanouit de plus en plus. Et ce ne sont pas seulement les « producteurs » qui la subissent, mais aussi d'autres catégories : personnes âgées, femmes au foyer — dont la prise de conscience politique est souvent faible — jeunes poursuivant leurs études ou sans travail.

Or, depuis quelques années, des luttes ont pris naissance et se développent dans tous ces domaines. Elles partent généralement du constat d'une situation scandaleuse, durement ressentie par un grand nombre de gens. Certains se groupent, revendiquent et parfois obtiennent l'information, qui leur permet d'identifier l'adversaire. Puis s'engagent des actions collectives, souvent dures, à travers lesquelles commence la prise de conscience. C'est le début de la revendication autogestionnaire.

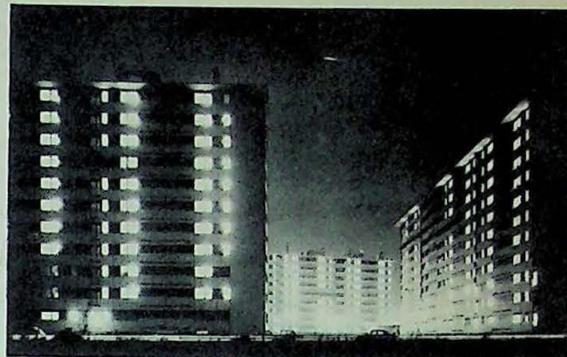
des découvertes

Dans tous ces affrontements, réussites et échecs sont également instructifs. Le combat laisse des traces, on reconnaît le même adversaire sur tous les terrains de

lutte, du quartier à l'entreprise, de l'école au supermarché ; et on en vient à se demander s'il ne faudrait pas l'affronter à un autre niveau. Mais des échecs trop répétés sont aussi démobilisateurs. Et c'est là que le choix des présidentielles apparaît fondamental sur le plan stratégique. Avec Giscard, rien d'essentiel ne peut changer : on se heurte à un mur. Avec Mitterrand, tout ne changera pas du jour au lendemain. Mais l'initiative change de camp. Les engagements du Programme commun et ceux du candidat peuvent servir de point d'appui aux luttes. Et ce, d'autant plus que celles-ci ne s'appliqueront pas seulement à obtenir des mesures à incidences financières, qu'un gouvernement de gauche aura toujours de bonnes raisons d'ajourner au moyen terme, mais surtout des mesures immédiates, qualitatives, modifiant les rapports de pouvoir, et portant en germe des changements plus profonds. Sans parler des pouvoirs qu'il sera possible de prendre sur le terrain, sans qu'il soit besoin pour cela de textes législatifs ou réglementaires.

Je voudrais illustrer mon propos d'un exemple concret, tiré de l'expérience des luttes dans un grand ensemble. Dans toute la France se développent actuellement des actions collectives sur les charges, qui représentent maintenant un deuxième loyer. Dans notre « Zup », la société concessionnaire de chauffage, les syndicats et les gérants échappent en fait à tout contrôle de la

Un grand ensemble : contrôler aujourd'hui pour décider demain...



part des usagers. Ceux-ci pourtant s'organisent. Ils confrontent leurs relevés, constatent des anomalies, exigent des comptes. Bien des choses leur apparaissent bizarres. Ainsi, les habitants ne bénéficient pas des rabais sur le combustible. Les formules d'actualisation des prix sont complètement dépassées. Elles sont appliquées sans tenir compte des stocks, etc.

Chemin faisant, on fait des découvertes intéressantes : les locataires n'ont que trois ans pour récupérer les sommes indûment perçues par leurs propriétaires ; par contre, ces derniers ont cinq ans pour réclamer les sommes dues par leurs locataires ! La direction des prix dresse procès-verbal pour de nombreuses infractions. Le procès-verbal monte au ministère des finances, où il est bloqué depuis plus de six mois. On apprend à cette occasion le mécanisme bizarre de la « répression » des fraudes : les procès verbaux doivent demeurer confidentiels et tous les dossiers sont soldés par un abandon des poursuites ou par une transaction. Autrement dit, lorsqu'une société privée vole 150 F par an à des milliers de familles, celles-ci n'en reverront jamais la couleur. Elles auront — peut-être — la consolation d'apprendre que la société paiera — à l'Etat — une « amende de composition » dix fois inférieure aux sommes en cause. Telle est notre « légalité ». Et bien des gens comprennent

qu'il y a quelque chose de pourri dans le système : la situation est mûre pour l'affrontement. Des locataires refusent de payer, exigent la communication du procès verbal. Surviennent les présidentielles. D'un côté, Giscard. C'est lui qui a permis aux sociétés pétrolières de profiter pleinement de la conjoncture. C'est lui qui étouffe le procès-verbal. Il a chassé les représentants des locataires des offices HLM. Pas d'espoir de ce côté, constatent les locataires, même les moins politisés.

après l'élection

Et Mitterrand ? Il est porteur d'engagement précis : détaxation du fuel, intégration des charges dans l'allocation-logement, contrôle et réduction des marges des sociétés pétrolières. Bon : prenons-le au mot, se disent les gens. Mais, après le 20 mai, allons plus loin : exigeons la publicité des procès verbaux : sinon, quel contrôle populaire pourra s'exercer ? Exigeons la révision immédiate de tous les contrats, que la flambée des prix a rendu caducs. Cette fois-ci, l'Etat sera peut-être du côté des usagers. Et prenons les moyens d'exercer des pouvoirs de contrôle dans les offices de HLM. Congédions les syndicats, souvent mis en place par les promoteurs et gérants, nous-mêmes les copropriétaires, en donnant aux locataires des droits égaux aux propriétaires.

Comme on le voit, à partir des soucis de la vie quotidienne, la transformation des mentalités peut être rapide et profonde. C'est l'aptitude de la gauche à changer fondamentalement les choses qu'il s'agit de leur démontrer. Et pour consolider immédiatement une victoire, il faudra en tenir compte. Plus encore que des avantages matériels au bénéfice de telle ou telle catégorie, toujours fragiles et limités en période de tension économique, ce sont des mesures concrètes répondant à l'aspiration à plus d'information, de contrôle, de dignité et de responsabilité qu'il faudra prendre dès les premières semaines. Elles seules marqueront la volonté de la gauche de créer une dynamique irréversible vers la prise du pouvoir réel par les travailleurs.

Robert de CAUMONT ■

Guy Nania
Docteur ès Sciences
Politiques
LE P.S.U. AVANT ROGARD
Présentation de
Jean Poperen
Membre du bureau exécutif
du Parti Socialiste
Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de T.S.
26,65 F franco (au lieu de 37 F)

aux
EDITIONS ROBLLOT
8 bis, rue de Châteaudun
75009 PARIS
C.C.P. La Source 31-888-50

VIENT DE PARAITRE



Editions SYROS

40 pages — 3 francs
9, rue Borromée — 75015 PARIS

international

tempête sur l'occident

Depuis quelques semaines, une dizaine de pays occidentaux ont changé de gouvernement ou de leaders, voire d'orientation ou de régime politique : la Grande-Bretagne, Israël, la Grèce, l'Islande, le Canada, la République Fédérale allemande ont de nouveaux chefs d'Etat ou de gouvernement ; au Portugal, c'est le fascisme qui a été enfin balayé...

Mais il faut encore ajouter qu'aux Etats-Unis, Nixon est au moins paralysé et que — si les gouvernements italiens et danois restent en place — l'orientation de leur politique a changé du tout au tout puisque l'un et l'autre essayent de régler leurs problèmes intérieurs en freinant les importations, c'est-à-dire en s'opposant à la politique de libre échange à laquelle ils étaient jusque-là si attachés.

Une pareille tempête n'est pas seulement l'effet du hasard. C'est une simple coïncidence si la guerre des clans entre généraux grecs intervient au moment où un maréchal succède à un autre maréchal au Brésil. Rien n'imposait qu'en Israël, les suites de la guerre du Kippour amènent Golda Meir à se retirer au moment même où la décolonisation en Angola et au Mozambique chassait Caetano du pouvoir au Portugal. Et rien n'exigeait que tout cela se passe au moment où les Américains s'indignent de découvrir que leur Président est un escroc de très faible envergure...

Au contraire, les changements en Grande-Bretagne, au Canada, en Islande, en Allemagne, en Italie, au Danemark, ne sont pas fortuits, et il ne s'agit pas d'un mouvement général vers le conservatisme ou vers le libéralisme : les gouvernements renversés étaient, les uns plutôt à droite, les autres plutôt à gauche. Simplement, on change les hommes en place parce qu'ils ne sont pas capables de résoudre les problèmes, et on découvre dans quelques semaines ou quelques mois que les nouveaux venus ne le peuvent pas non plus.

faux prétextes

Ces problèmes, ils sont partout les mêmes, dans tous les pays concernés : l'inflation, la crainte du chômage, la concentration de la production et du capital, la crainte diffuse et non formulée d'une évolution que personne ne maîtrise. Ce sont les mêmes problèmes qui se posaient déjà il y a un an et que les Heath, les Trudeau, les Brandt essayaient de régler avec un peu plus de hausses des prix ici, un peu plus de justice sociale là. Tantôt, c'était plutôt les salariés, tantôt les retraités, tantôt les agriculteurs qui faisaient le plus les frais de l'opération. La routine en somme.

Et puis, il y a eu la crainte organisée d'une pénurie de pétrole et la formidable augmentation du prix des produits pétroliers. Depuis lors, plus rien n'est comme avant. Tous les faux prétextes qu'on donnait auparavant, pour justifier la hausse des prix s'effondrent : ce n'est ni l'augmentation des salaires, ni quoi que ce soit d'autre qui explique l'accroissement du prix du pétrole. Rien si ce n'est la vo-

lonté des dirigeants des sept grandes sociétés qui contrôlent le marché mondial. Et face à cette décision, les gouvernements de tous les pays, quels qu'ils soient, sont totalement impuissants. Pendant tout l'automne, ils ont été incapables de savoir si le risque de pénurie était réel ou simulé : seules les sociétés pétrolières connaissent le niveau des stocks et le rythme des approvisionnements. Leur premier réflexe a été d'essayer de trouver un bouc émissaire en expliquant que tout cela c'était la faute des pays producteurs de pétrole. Ça n'a pas tenu très longtemps.

vieilles recettes

Depuis, ils ont essayé de s'organiser pour faire baisser les prix : ce fut le rôle de cette conférence de Washington convoquée par les Américains pour rassembler un bloc des pays consommateurs qui fasse pression sur les pays producteurs. Ce projet là aussi est en train de s'effondrer : le niveau des prix dépend des sociétés pétrolières et non des pays producteurs ; si l'on veut faire baisser les prix, c'est sur les sociétés pétrolières qu'il faut faire pression. Au nom de quoi des gouvernements capitalistes demanderaient-ils à des sociétés de jouer autre chose que le jeu du marché ? Et pour le remplacer par quoi ? Pour construire quel modèle de société alors que pour eux la loi et les profits, ce sont précisément les mécanismes du profit.

C'est une triple crise qui apparaît aujourd'hui :

— **crise du système représentatif** parce qu'il est complètement décalé par rapport à la situation actuelle. Les projets politiques, les partis qui les défendent, les individus qui les incarnent, représentent des façons différentes de gérer une même croissance ou de la répartir entre les diverses couches sociales. Ni les unes ni les autres ne sont préparées à répondre aux problèmes actuels :

— **crise de la nation** : jusqu'ici, capitalisme et nationalisme étaient parfaitement compatibles à l'intérieur des frontières d'un même pays et c'était même une des tâches essentielles d'un gouvernement d'assurer la défense ou la prédominance du capitalisme national sur celui des pays voisins. Aujourd'hui, ce n'est plus possible : en faisant respecter les règles du marché, on contribue à affaiblir le patronat national ;

— **crise de l'Etat** ou plutôt de son rôle économique : la hausse du prix du pétrole prouve que les Etats ne disposent plus des leviers nécessaires pour faire face aux difficultés que

leur créent les grandes sociétés multinationales.

La meilleure preuve en est donnée par l'Italie d'un côté, la Grande-Bretagne de l'autre. Pour remédier au déséquilibre de sa balance commerciale, l'Italie rétablit des restrictions aux importations. Cela va gêner les entreprises du Marché commun qui sont de petites ou moyennes dimensions et qui exportent des produits finis. Mais pour Shell, pour Philips, pour Siemens, qui ont leurs propres unités de production en Italie et qui y exportent des pièces détachées ou des matières premières, les nouvelles mesures ne changeront rien à leur activité et aux conséquences qu'elle a sur la balance commerciale italienne.

La Grande-Bretagne a essayé de son côté d'échapper à ses difficultés en entrant dans le Marché commun, c'est-à-dire en développant ses échanges avec l'extérieur. Les résultats ne sont pas plus encourageants. C'est cela sans doute qui explique la valse des gouvernements : ce n'est pas une vague de fond, ni même un mouvement de bascule qui porte au pouvoir des équipes plus favorables à la bourgeoisie ou plus favorables aux couches populaires. Mais toutes les vieilles recettes échouent et l'inquiétude, l'incertitude, l'inadaptation des structures amènent simplement à changer pour changer, pour essayer autre chose...

Mais s'il y a aujourd'hui une triple crise du système, cela ne veut pas dire pour autant qu'on soit en présence des derniers soubresauts du capitalisme qui seront suivis automatiquement de l'avènement du socialisme triomphant. Les mécanismes se modifient, mais ses formes nouvelles risquent d'être plus difficiles à détruire que celles que nous avons connues.

C'est ce qui donne un caractère particulièrement important à l'élection présidentielle en France, où il peut y avoir un simple changement d'hommes ou l'ouverture vers autre chose. De tous les pays où les dirigeants ont changé récemment, la France est le seul où la gauche ait affirmé globalement une option anticapitaliste ; mais c'est aussi le seul où existe un fort courant autogestion-



naire qui remet en cause non seulement la répartition de la croissance, mais le modèle de développement, le type de civilisation. Un courant pour qui les questions essentielles, prioritaires, sont : produire pour quoi, pour qui, au profit de qui, et avec quels objectifs ? Des questions qui correspondent aux aspirations des travailleurs mais qui sont aussi les seules capables de correspondre à la nature des problèmes qui se posent aujourd'hui dans tous les pays. Des questions qui ne pourront être abordées que si François Mitterrand est élu. Jamais l'enjeu d'une élection n'a été aussi lourd.

Bernard JAUMONT ■

BON A RETOURNER A
LIBAIR - 17 rue de Turbigo
75002 Paris, Tél - 231.97.94
Corr. A 669 508.06.60

NOM
Prénom
Rue
Ville

Je suis intéressé par :
.....

CIRCUITS
à la découverte de l'ALBANIE
2 semaines 1500 F
L'INDE DU SUD ET CEYLAN
23 jours 3290 F

SEJOURS FAMILIAUX
Maison familiale dans les Vosges
en YOUGOSLAVIE
En avion : Ile de KRK, SIBENIK
15 jours de 825 à 1205 F
Iles de CRES et de PAG
2 semaines à partir de 500 F

CHEVAL
LA PROVENCE 15 jours : 600 F
LE MORVAN : week-end toute
l'année 250 F
1 semaine (22/6 au 27/9) 720 F
Roulotte en IRLANDE :
à partir de 525 F

VACANCES VOYAGES LOISIRS
LIBAIR

manif' à Washington

Ainsi, celui qui ose toujours se proclamer « chef du monde libre » n'abandonnera pas le pouvoir volontairement... Pour Allende, il a fallu des balles fascistes. Pour Caetano, une guerre coloniale et un général à monocle. Pour Brandt, un espion magistral. Pompidou..., la mort. Nixon n'est sans doute aucun de ceux-là, mais beaucoup plus aussi dans la crapulerie immonde. Et voilà que les enfants de l'Amérique et de Donald Duck trouvent le papa cynique et grossier. Pour la plupart d'entre eux, ça leur évite toujours d'apercevoir l'assassin du Vietnam et de tant de peuples. Et après tout, si Nixon tombe sous les coups de la morale, il s'en sera, somme toute, bien tiré. On le sent bien à lire les « choses vues » à Washington par Jean-François Merle sur l'étendue et les limites de la « démocratie yankee ». Même si le ciel se couvre à l'horizon du Capitole.

Washington, 27 avril (Correspondant particulier). - 11 h. : A la porte de la Maison Blanche, les touristes font la queue par centaines pour défiler au pas de course dans les appartements présidentiels. Malgré les soieries et les ors, l'atmosphère n'est pas au respect : « Pourquoi ils interdisent de photographier ? » demande une touriste au Kodak déçu. « Pour pas que tu puisses prendre Nixon en train de stalker dans le parc », rétorque son époux dont un garde fouille le sac. Rire gras, sauf le garde.

A l'entrée Nord, sur Pennsylvania Avenue, un citoyen coiffé d'un canotier exerce ses droits constitutionnels en promenant un panneau réclamant l'impeachment de Richard Nixon, signé « Edward Stranton, Rhode Island ».

11 h 20 : Sur l'Ellipse, côté sud de la Maison Blanche, quelques dizaines de personnes, des jeunes pour la plupart, sont allongés sur un carré de gazon pelé et écoutent d'une seule oreille un petit orchestre perché sur un grand podium tapote. La batterie et de la guitare. Le marchand de badges circule nonchalamment entre les corps étendus. Seule attraction : une vieille Ford rouillée et cabossée sur la portière de laquelle est reproduit avec une admirable minutie le sceau du Vice Président des Etats-Unis. Légende sur un panneau voisin : « Ne vous laissez pas refiler un(e) Ford usagé(e) par Dick Nixon ! ». La plaisanterie n'est pas neuve mais il paraît qu'elle amuse toujours.

C'est le point de rassemblement d'une manifestation pour l'impeachment de Nixon, annoncée à pleines pages de publicité dans le *New York Times* comme l'une des plus importantes depuis la déconfiture du mouvement anti-guerre. Mouais...

12 h. : Le Palais de Justice fédéral, où officie le juge Sirica, et dont l'entrée était hier encore grouillante de curieux et de journalistes, est fermé et désert. 12 h 20 : Au pied des marches du Congrès, sur un banc en face d'un kiosque à hot-dogs, un petit vieux discute avec un policier. L'un et l'autre sont manifestement des habitués du banc. « Tu es là pour la manif', demande le petit vieux, tu crois qu'il va y avoir du monde ? » — « Bof » lâche le policier.

12 h 30 : Dans les couloirs et les rondes du Congrès, il y a au moins autant de touristes qu'à la Maison Blanche. L'accompagnatrice d'un des groupes, qui agite sans cesse un parapluie, ressemble de façon étonnante à Mary Poppins. Dans la pénombre de la Chambre des Représentants, le public écoute distraitement le laïus du guide sur la séparation des pouvoirs. 13 h. : Au pied du Capitole, une trentaine de policiers en moto viennent prendre position. De l'autre côté de l'allée, à l'extrémité du Hall, cette longue promenade de pelouse qui va de la Maison Blanche à Capitol Hill, un autre petit groupe de flics est assis paisiblement au bord du bassin à siroter des cannettes de Coca.

13 h 30 : Il y a maintenant de huit à dix mille personnes, rassemblées au pied d'un petit podium, face au Congrès. Ils ont défilé depuis l'Ellipse, en scandant « Impeach Nixon » ou « Throw the bum out ! » (Sortez le clown) et maintenant, de nouveau allongés dans l'herbe ou sous les frondaisons de l'esplanade, écoutent le premier orateur, une femme, vice-présidente du syndicat des ouvriers agricoles de l'A.F.L.-C.I.O.

Passionnément, elle arrache Watergate à ses dimensions de mauvais feuilleton policier et rappelle les longues bagarres menées par son syndicat pour obtenir la reconnaissance officielle contre le syndicat-maison des Teamsters, le boycott de la laitue et du raisin soutenu par des millions de consommateurs à travers tout le pays. Longuement applaudie par un fort contingent d'ouvriers agricoles venus de Californie qui agitent le petit drapeau rouge et blanc du syndicat, elle conclut en disant : « Voilà ce que nous voulons dire par impeachment ! ».

14 h. : Tout autour du podium sont dressés les stands de la plupart des groupes politiques américains. Cela va de la table des Jeunes Démocrates de Caroline du Nord qui ont tombé la veste et la cravate pour faire signer les pétitions qu'ils iront porter à leur député, aux maoïstes de l'Attica Brigade (« Videz Nixon pour ses crimes de classe ! »), en passant par toutes les nuances du trotskysme (« L'impeachment ne suffit pas », dit la Ligue Spartakiste). A côté des jeunesses communistes, un organisateur de concours vous propose — sans engagement de votre part — de prédire la

date de l'impeachment et le nombre de voix par lequel il sera voté. Premier prix : un laisser-passer pour assister au procès de Nixon au Sénat. Le citoyen Edward Stranton, de Rhode Island, a suivi le mouvement et circule maintenant entre les stands, se laissant photographier de bonne grâce.

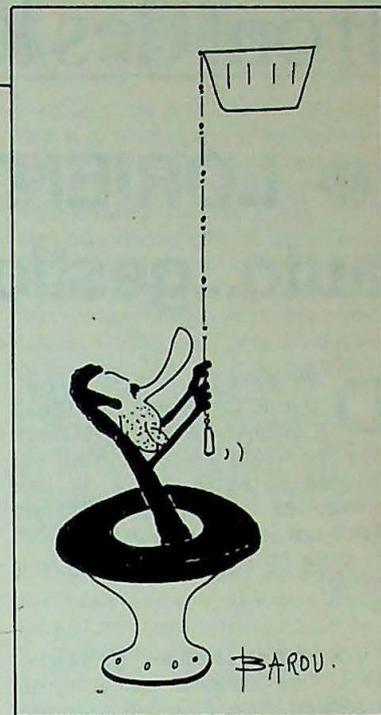
14 h 15 : Les orateurs se succèdent au micro. Après le représentant des anciens combattants du Vietnam contre la guerre, voici une des vedettes politiques de l'après-midi, le député Mitchell, un démocrate Noir du Maryland.

14 h 20 : Un mouvement de foule déplace l'attention. D'un camion orné d'une large banderolle « Brigade Patty Hearst » sort soudain une douzaine de streakers, mâles et femelles, revêtus de masques de Richard Nixon. Ils sillonnent le rassemblement au milieu des vivats et des applaudissements. Si le touriste de tout à l'heure avait été là, il aurait pu l'avoir, sa photo de Nixon à poil.

14 h 30 : Un Noir costaud, le Révérend Kilk Patrick, monte sur le podium avec sa guitare. La chanson qu'il interprète s'appelle « La Ballade de Frank Wills », du nom de ce policier de Washington qui a arrêté les « plombiers » du Watergate et qui depuis, licencié pour une faute mineure, reste sans travail. Le rythme du « blues » vient aux oreilles comme une bouffée de fraîcheur. Dans l'herbe, les joints circulent. 15 H. : Je rencontre Glenn, un des animateurs du Comité National pour l'impeachment, qui a organisé la manifestation. « C'est un succès au-delà de nos espérances, dit-il, Nous aurions été satisfaits avec cinq mille personnes. » Je lui objecte qu'à l'Université de l'Etat de New York (vingt-cinq mille étudiants), il n'a pas été possible de trouver quarante personnes pour fréter un car et descendre à Washington, et qu'aujourd'hui, les foules sont à la Maison Blanche ou au Congrès, pas ici.

« C'est vrai, me répond-il, mais il ne faut pas comparer cette manifestation à celles de la fin du mouvement anti-guerre. Historiquement, nous en sommes au même point qu'en 1964, et en 1964, nous ne pouvions pas réunir dix mille personnes contre la guerre. Et puis la notion d'impeachment, une procédure purement parlementaire, ne se prête pas à une mobilisation populaire. N'empêche que depuis six mois, Nixon est sur la défensive continuellement... »

15 h 30 : La foule est plus composite que tout à l'heure. Des promeneurs du samedi après-midi se sont arrêtés pour écouter. Davantage de Noirs aussi, de militants syndicaux portant



des affichettes avec le nom de leur syndicat. La presse est arrivée en masse. Un groupe appelé Mouvement pour la Justice Economique distribue des auto-collants : « Robin des Bois avait raison ».

16 h. : Le dernier groupe termine son intervention sur le podium. Il s'agit du groupe théâtral de l'Attica Brigade, un groupe maoïste, qui conclut son sketch en criant : « Sortez le clown ! ». Parmi les spectateurs, les militants du groupe reprennent le mot d'ordre et se regroupent en cortège pour manifester dans les rues de la ville. Ils sont suivis par deux ou trois mille personnes et prennent le chemin de la Maison Blanche. On entend alors les sirènes des motos et des voitures de la police. La manif' se disperse un peu plus loin. 16 h 20 : Il ne reste plus que des groupes clairsemés sur la pelouse du Mall. Dans une corbeille à papier, une pancarte abandonnée implore : « Où es-tu Lee Harvey Oswald quand nous avons besoin de toi ? ».

18 h. 30 : Au Journal télévisé, tant sur CBS que sur NBC, on annonce de dix à douze mille participants au rassemblement. Au bulletin suivant, il ne sera plus question que de huit mille. Le lendemain, de six mille. 19 h 15 : Le car traverse les belles avenues résidentielles de Georgetown, où les fleurs ont des reflets fauves dans la moiteur du soleil couchant. La gauche et l'extrême-gauche américaine ont encore un long chemin à faire, au-delà de l'impeachment de Nixon, considéré chaque jour de plus en plus probable. Et il ne fera pas toujours aussi beau qu'à Washington, ce samedi 27 avril.

Jean-François MERLE ■

DERNIERE MINUTE : un ministre chilien à Paris

La Fédération de Paris du PSU a présenté mercredi à la presse un film et des photographies qui attestent la présence clandestine en France d'un ministre de la santé de la Junte chilienne. Il s'agit d'Alberto C. Spoeper, colonel de l'armée de l'Air qui serait venu en France en particulier pour passer des contrats avec une ou des firmes (s) d'électronique fabriquant du matériel médical ou hospitalier.

Le choix de la date pour cette visite incognito est également significatif. Il est clair que l'on souhaitait que les contrats soient passés avant l'élection présidentielle. Le patronat de l'électronique n'est pas seul en cause ; comment, pour visiter les hôpitaux, un ministre étranger n'aurait-il pas eu la complicité de M. Poniatowski lequel, lorsqu'il n'est pas le bras droit de Giscard, est toujours ministre de la Santé publique. On peut également se demander à quel service appartiennent les gorilles qui « accompagnent » Spoeper.

La preuve est ainsi faite de la collusion active et honteuse à la fois du gouvernement et des hommes de Giscard avec les assassins du Chili. Raison de plus, pour le PSU, pour éliminer ces hommes le 19 mai et ensuite exiger d'un gouvernement de gauche qu'il rompe les relations avec la Junte chilienne.



● LORIENT-VANNES-BREST : auto...gestion ?

Des garages à ciel ouvert, place Salvador Allende à Lorient ou devant la Maison des syndicats à Brest... Neuf semaines après le début de leur grève, les ouvriers des **Grands Garages** (surtout **Peugeot**) sont de plus en plus actifs dans leur grève.

« **Réparations gratuites** »... Des dizaines de voitures attendent... En plein air, comme s'ils bricolaient un dimanche, les mécanos s'affairent qui sur un

chassis, qui dans un moteur, qui sur une aile à redresser.

Ils prennent leur temps... Ils fignolent... Ils disent que c'est agréable de faire du beau boulot. Car enfin on ne leur impose plus des temps. L'automobiliste n'en revient pas : c'est gratuit et c'est mieux fait que d'habitude... Certains retroussent leurs manches et donnent un coup de main... D'autres arrivent avec les pièces à changer : « **Des fois qu'on refuserait de vous les vendre** ». Ce qui ne s'est pas encore produit.

A Brest, dans les bureaux des syndicats, les employés de garage reçoivent les clients, remplissent les fiches, tiennent les plannings et surtout expliquent la lutte.

Tout est parti de Lorient où les travailleurs demandaient 1 F 20 d'augmentation par heure pour tous, le 13e mois, une prime de transport, la réduction du temps de travail et la révision des qualifications. Les patrons refusaient, 150 travailleurs décidaient de

« **se payer** » après quatre semaines de grèves tournantes.

Rapidement, la lutte s'étendait à Vannes, à Auray et maintenant à Brest. Et ce n'est peut-être pas terminé. Les patrons, jusqu'à maintenant, n'ont concédé que les centimes. Pourtant, s'ils donnaient le 1 F 20 demandé, cela porterait le salaire moyen à 1 280 F par mois pour 40 heures, guère mieux que le SMIC.

Pour le soutien : Syndicat CFDT-Métal Lorient, CCP 2816-45 Nantes avec mention : « **soutien garages** ».

● AMPEX : Lip en Belgique ?

AMPEX, une multinationale à direction américaine, fabrique des bandes magnétiques, des cassettes, des enregistreurs. Les 150 travailleurs de l'usine de Nivelles (Belgique) voient leur treizième mois compromis et les licenciements menacer. Ils viennent de mettre à l'abri 110 000 F de mini-cassettes et sont décidés à les mettre en vente si leurs revendications ne sont pas satisfaites au plus tôt.

● UGIMAG : les patrons peuvent payer

Il aura fallu 45 jours de grève aux travailleurs d'UGIMAG (Ugine-Kuhlman) dans l'Isère, pour obtenir un salaire minimum

de 1 400 F mensuel pour 40 heures. De plus, des négociations sont ouvertes pour l'établissement d'une grille unique de l'OS à l'ingénieur. Et la direction est d'accord pour augmenter les salaires au début du trimestre en anticipant sur l'augmentation des prix.

● BLINDEX : des découvertes

Depuis le 17 avril dernier, les 85 travailleurs des accumulateurs **Blindex** à Marseille sont en grève. Une grève « banale » pour l'amélioration des conditions de travail et quelques augmentations de salaires. Mais un mois de lutte, ça fait découvrir des tas de choses.

D'abord que le racisme est voulu par le patron à partir du moment où il pratique une diffé-

rence de salaires entre les immigrés et les autres. Ils découvrent le travail de sape à l'encontre des syndicats : on fait des militants des petits chefs pour les faire taire. Ça ne marche pas, alors le patron envoie un commando contre le piquet de grève.

Ils vont encore plus loin, ces grévistes. Ils découvrent que les conditions d'hygiène sont lamentables, que le maniement du plomb leur donne des maladies et que le patron s'en fout. Mieux, ils découvrent qu'ils sont en train d'intoxiquer quelques centaines de gosses de l'école maternelle voisine... Les pétitions des parents reçoivent enfin un écho dans l'entreprise.

85 travailleurs viennent de comprendre que la lutte devait aller jusqu'à changer le monde.

● ROMANS : le bide de Bidegain

Le 2 mai au matin, 167 travailleurs se sont présentés à l'embauche d'une nouvelle entreprise de chaussures : la **Société Nouvelle Romaneise**. On n'avait jamais vu ça : au premier jour de l'existence d'une entreprise, les travailleurs se mettent en grève, avant même d'avoir touché le moindre outil... Ils occupent les locaux... et ça continue.

La **SNR** est une œuvre de José Bidegain. En juillet dernier, il avait coupé l'herbe sous les pieds des travailleurs de l'usine Salamander qui, inquiets de l'avenir de l'entreprise s'apprêtaient à partir comme les Lip. Bidegain est arrivé comme Zorro et il a annoncé qu'une nouvelle société démarrerait en mai 74 et que d'ici là, les travailleurs feraient de la formation permanente.

Seulement au matin du 2 mai, il manque 19 travailleurs à l'appel... Des jeunes écartés par la direction, parce qu'ils sont un peu trop

actifs... On constate aussi que les salaires ne correspondent pas à ceux de l'ancienne entreprise et, en plus, il va falloir augmenter le rendement.

Bref, les travailleurs de la chaussure ne veulent pas se laisser trander et Bidegain n'a pu retarder que de six mois le « **Lip de Romans** » en offrant le modèle de Besançon... Donc les travailleurs de Romans ne peuvent pas perdre.

● GIVORS : comme des bêtes

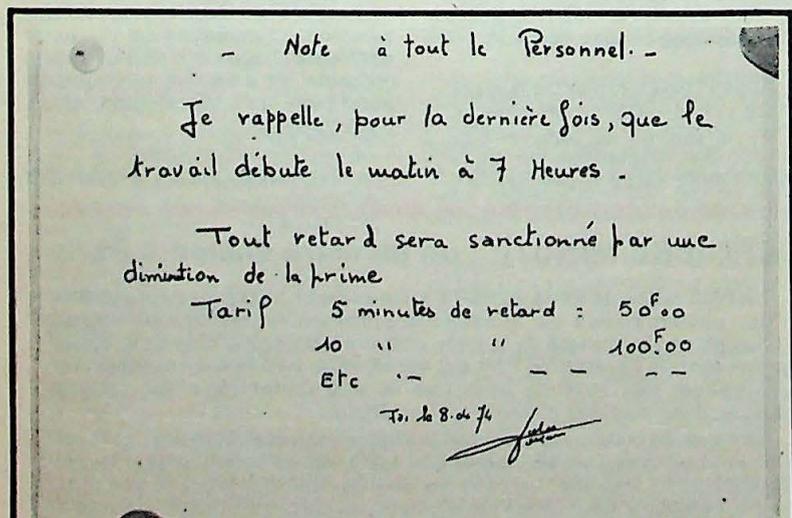
Pour fabriquer de la farine pour les animaux, 100 travailleurs de l'entreprise **Rousselot** vivent comme des bêtes, en travaillant le dimanche et en équipe de 4 X 8. Il n'y avait pas le moindre arrêt pour casser la croûte et donc pas de réfectoire. Dans le baraquement où logent les travailleurs immigrés, il n'y avait pas un seul robinet d'eau chaude.

Il aura fallu 19 jours de grève, le soutien de la municipalité et de divers comités de défense de l'environnement pour que la direction fasse enfin des concessions sur l'hygiène.

● NANTES : flic-voyeur

Le patron de l'imprimerie **Quo Vadis** est pour le progrès. Il a commencé l'installation d'un système de surveillance des ateliers. Ce sont tout simplement des caméras télé et des micros. Ainsi, le patron peut rester dans son lit et savoir tout ce qui se passe dans l'entreprise.

Les 200 ouvriers se sont mis en grève et au bout de deux jours, le patron a rangé son joujou. J.F.



Introduits clandestinement en France et livrés comme du bétail à M. J.P. Bernard, un grand patron de la région d'Aix (carrières, fermes, usines), des travailleurs turcs ont trouvé ça à l'arrivée. On ne se contente pas d'exiger d'eux 12 heures de travail par jour, six jours par semaine, avec en plus la garde du chantier jour et nuit par roulement, avec un fusil donné par le patron et ordre de tirer sur n'importe qui ; il faut encore qu'ils soient à l'heure, chaque minute perdue permettant à ce patron de choc de récupérer bien plus que ce que ses ouvriers gagnent en une heure. On veut croire qu'il a prévu de leur offrir à chacune une montre électronique... En attendant, ces travailleurs turcs sont en grève. Et ça dure de puis le 3 avril...

JACQUES BERTIN : en première ligne



Savoir écouter. Savoir retrouver la saveur des mots, leur poids dans la paume des mains : un poème, ça se soupèse, ça se palpe, ça a une forme, une densité, une couleur. C'est pour ça que la poésie a pratiquement évacué la chanson française : les mass-media, la culture en tubes, la rengaine industrielle, de l'eau tiède qui coule des robinets grands ouverts des radios...

Bertin chante Besançon, et s'interroge sur son rôle social de chanteur militant : « Poète est-il digne de saluer la classe ouvrière de loin quand peut-être tes vers elle n'y comprendra rien ? ». Lourde question. On aurait tort d'y discerner un quelconque mépris, un quelconque sentiment de supériorité. C'est vrai que, nourri de Sheila, gavé de Claude François, le peuple — et pas seulement la classe ouvrière — est séparé des poètes par un énorme fossé : on l'a ainsi voulu, ce n'est pas un hasard, bien sûr. C'est vrai que la facilité, la médiocrité, pèsent de

tout leur poids sur la chanson — y compris souvent, hélas, la chanson dite « engagée » : les bons sentiments, c'est connu, ne suffisent pas à faire la bonne littérature. Et les sentiments révolutionnaires, pour sincères qu'ils soient, ne suffisent pas à bâtir de bonnes chansons.

Voilà bientôt dix ans que Bertin est un compagnon et un ami. J'ai toujours beaucoup de difficultés à parler de son œuvre et peur de la trahir à chaque mot que j'écris ; Il faudrait dire sa rigueur et l'espèce d'ascèse à laquelle il soumet son travail et la conduite même de sa « carrière » — ce mot hideux. Il

faut le voir préparer un nouveau disque, paufiner un récital, sélectionner chaque chanson, rejeter impitoyablement celle où il lui semble discerner un défaut, un vice de fabrication, où il n'a pas su trouver le mot juste pour exprimer ce qu'il portait en lui. Il faut l'entendre crier son mépris « des faiseurs, des amuseurs et leurs chansons, ceux qui mettent des fleurs à vos chaînes, ceux qui vous flattent ». Il faut l'écouter exprimer ses pudeurs, ses retenues : « J'ai peu de choses à dire, au fond... ».

lant écouter son récital est difficile à exprimer ici. C'est tout à la fois le poète, le « nommeur » qui se coltine avec le langage, son vieil ennemi intime. C'est l'homme, à la recherche de son identité, au travers des amours et des amitiés présentes ou passées, à travers les images douces et amères de l'enfance. C'est le militant enfin, qui s'est longtemps tenu à l'écart, par défiance naturelle d'un combat trop terre à terre, et dont les ambiguïtés lui paraissent dommageables pour la quête quasi mystique où il est engagé, corps et bien.

Ces trois aspects étroitement mêlés se fécondent les uns les autres et donnent à l'œuvre de Jacques Bertin une densité, un poids nouveau. Pour ceux qui l'ont suivi, comme moi, depuis le début, l'évolution est passionnante : l'adolescent exigeant et prometteur des premières chansons s'est transformé, en dix ans et cinq 30 cm, en un poète qui accède à la maturité sans avoir rien renié.

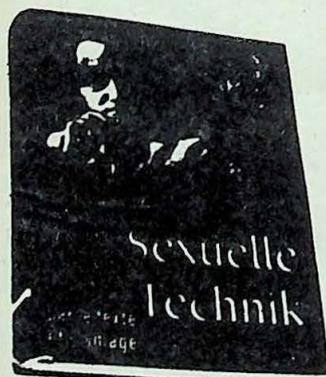
Pour ceux qui ne le connaissent pas encore, il me paraît urgent de découvrir cette rareté. Dans le combat que nous menons contre le vieux monde, Bertin peut apparaître comme un franc tireur : mais c'est à coup sûr un combattant de première ligne.

Bernard LANGLOIS ■

Tout cela, vous vous en doutez un peu à la seule lecture des chroniques de Jacques Bertin, dans TS.

Ce que vous ne savez pas et que vous pouvez découvrir en al-

Jusqu'au 22 mai, Théâtre Mouffetard, rue Mouffetard, Paris 5e. Relâche dimanche et lundi, prix des places : 12 F. Disques en vente aux ed. Syros. Récital 1, 2, 3 : 21 F. Récital 4, 5 : 24 F.



**2.800.000
exemplaires !**

C'est le tirage atteint actuellement, en Angleterre, en Allemagne, dans les pays nordiques et, naturellement, au Japon, du livre d'un des plus éminents sexologues de ce pays, le docteur SHA KOKKEN. Ce chiffre suffit à exprimer la nécessité d'un tel ouvrage.

Le sexe et sa technique, par le texte et par l'image... Le titre peut choquer. Il ne choquera que ceux qui n'ouvriront pas le livre du docteur Kokken.

Pour la première fois, un médecin ose dire ce que chacun de nous devrait penser - on apprend tout aux hommes, sauf ce qui leur est essentiel : l'amour. Pourtant, que d'échecs, de drames, d'insatisfactions pour n'avoir pas admis cette évidence ! Il n'est pas possible pour un amour vrai, de séparer ce qui vient du corps de ce qui vient de l'esprit.

Il a fallu sans doute bien du courage et beaucoup de vraie simplicité au docteur Kokken pour réussir cette gageure, un livre qui met l'amour en images sans tomber à aucun moment dans la pornographie. Les petites poupées du médecin japonais ne heurteront qui que ce soit. Elles ont la franchise et la fraîcheur de contes pour ces adultes qui ne sont, trop souvent, que des enfants devant l'amour.

EDITIONS GUY DE MONCEAU - WAG. 34.62
34, rue de Chazelles, 75017 PARIS
CCP Paris 67-47-57

Prix : 55 F, par chèque, mandat ou C.C.P. - Avion : 70 F
Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception

Veuillez m'envoyer « Sexuelle Technik » - T.S.

N°.....
Adresse.....
Mode de règlement.....

THEATRE : grandeur et misère

● LE THEATRE DU SOLEIL risque de ne pouvoir monter son nouveau spectacle sur l'actualité... Il n'y a plus un sou dans la sébile ! Ariane Mnouchkine et ses camarades tiennent à leur projet et demandent à chacun d'entre nous de leur faire confiance et de devenir producteur en achetant, à l'avance, des billets (à ne pas perdre !) : 15 F - soutien : 25,50, 100 F. Points de vente : Cartoucherie de Vincennes, route de la Pyramide 75 012 - Paris - tél. 328.95.04 ou 808.87.63 (de 11 heures à 13 heures

et de 15 heures à 18 heures) ainsi qu'à la FNAC.

● La jeune troupe du « THEATRE NUIT » essaye de survivre dans un local grand comme un mouchoir de poche, 6 rue de la Banque, Paris-3e. « Le temps de... » est le titre de la pièce. A-t-on le temps de vivre, de rire, de manger, de réfléchir... c'est l'angoisse. Angoisse aussi pour cette jeune troupe : le fric pour vivre, un local plus spacieux et mieux équipé pour s'exprimer plus complètement, un public pour les soutenir, les suivre. Prenez « le temps de... » vous y rendrez. Ils jouent tous les soirs à 21 heures et présentent les vendredis et samedis un spectacle poétique à 18 h 30.

éditions SYROS

● en souscription : 13 F au lieu de 18

L'enfer des pompiers

par Jean-Jacques Lubrina
— commandes : 9, rue Borromée 75015
Paris - C.C.P. 19 706.27 Paris



Demain la fête !

La fête du PSU, ça peut — comme d'autres — avoir des allures de kermesse, ou même de super marché de la « culture de gauche ». Mais ça doit être plus que cela. Car cette fête, comme en 1973, aura un sens politique ; qu'on en juge par l'énumération (non limitative) des « attractions » annoncées :

● Les travailleurs bretons de St Nazaire et leur pièce « Presqu'île à vendre »

- Gilles Servat
- Kirjuhel
- Ar Breskenerien

Ils représenteront la Bretagne du Joint Français, de la Semm, des Chantiers, des garages « sauvages », etc.

● André Bénédetto et le Théâtre des Carmes d'Avignon joueront « Le petit train de Monsieur Kamodé » : l'accent de l'Occitanie et la lutte contre le capital.

● Une chanteuse chilienne, Tamara

● et le groupe Chuquicamata : le Chili sous la botte.

Plus près de nous, les cris de l'Espagne garotée, avec

- Paco Ibanez
- Carlos Andreu

Et le Portugal, enfin, où un espoir se lève, avec

- Utge Royo
- Fernando Marquez
- José Maria Branco

Et d'autres encore qui crient leur désir de vivre libres :

- François Béranger
- Graeme Allwright
- Francesca Solleville
- Pia Colombo
- Francis Lemarque
- Jean Sommer
- Una Ramos
- Yves Simon
- Steve Warring
- et bien sûr, Jacques Bertin.

● Du théâtre encore, avec Guy Foissy, et une pièce au titre bizarre « Monsieur Gnaka ».

● Du côté de l'Enfance, plein de choses drôles, avec des fanfares et des jeux.

● Les fanas du jazz, du folk et du pop auront le choix : Ambrose Jackson, Nemo, Zoo, Lard Free, Van Mal, Ligea, et Alan Silva.

A cette fête, haute en couleur, en musique, en chants de luttes et d'espoirs, participeront aussi les camarades de province. Deux jours pour retrouver les copains, pour faire aussi connaissance avec ceux qui luttent pour un même but, une société libre, socialiste, autogestionnaire.

Fête du PSU - Meudon, sur les Terrasses, les 15 et 16 juin. Entrée : bon de soutien pour 2 jours : 15 F — 10 F par jour, en vente à TS et auprès des militants.